

Publié par la Société des publications du Daily, une association étudiante de l'Université McGill
Le *Délit* est situé en territoire Kanien'kehá:ka non cédé.

ledélit

McGill DAILY ledélit
DPS SPD
DAILY PUBLICATIONS SOCIETY
SOCIÉTÉ DES PUBLICATIONS DU DAILY

La Réconciliation en procès

Les mères Mohawk continuent leur combat.

HUGO VITRAC

Éditeur Actualités

Le 10 février dernier, McGill et la Société québécoise des infrastructures (SQI) ont déposé une demande pour lever l'interdiction d'excaver sur le site du projet Nouveau Vic. Cette interdiction avait été accordée par le juge Moore aux mères Mohawks au terme d'une longue bataille juridique sur la recherche de tombes non marquées d'enfants autochtones sur les lieux de l'ancien hôpital Royal Victoria (RVH). Au cours d'une table ronde organisée dans les bâtiments de l'Association étudiante de l'Université McGill (AÉUM) à l'occasion de la Journée internationale des femmes, les mères Mohawks sont revenues sur leur combat, et leur vision de la Réconciliation.

Déterminer un « plan archéologique approprié »

Les kanien'kehá:ka kahnistensera sont un collectif de mères autochtones de la nation mohawk, engagées depuis le 30 août dernier dans une bataille juridique contre McGill et la SQI pour stopper les travaux d'excavation et de démolition sur le site du projet Nouveau Vic. Ce dernier est un projet de redéveloppement visant à convertir l'ancien hôpital Royal Victoria en un futur campus de l'Université McGill. Selon les mères Mohawks, le site du projet Nouveau Vic abriterait des tombes non marquées d'enfants autochtones, victimes des expériences du Dr Cameroun dans les années 1950 et 1960.

Au terme de près de deux mois de procès, le juge Moore avait rendu un jugement qualifié d'« historique (tdlr) » par les mères Mohawks, ordonnant l'arrêt des travaux sur le site du RVH et invitant les partis à déterminer un « plan archéologique approprié ».

L'injonction interlocutoire - consistant en une décision temporaire de la cour devant permettre aux deux parties de parvenir à un accord - repose sur quatre piliers : l'apparence de droit, des dommages irréparables, l'urgence de la situation et la balance des inconvénients. Cette dernière, accordée par le juge aux mères Mohawks, ordonnait l'arrêt immédiat des travaux d'excavation sur le site du Nouveau Vic, qui avaient commencé deux jours avant la tenue du procès, « jusqu'à ce que les parties aient terminé les discussions,

entreprises dans un esprit de réconciliation, concernant les recherches archéologiques qui doivent être effectuées ».

Le jugement du 27 octobre reconnaissait que « les meilleures pratiques archéologiques incluent le principe que toute action visant à localiser les enfants autochtones disparus doit être menée par les communautés autochtones », répondant aux demandes des mères Mohawks de conduire le travail de fouille.

Le jugement précisait aussi que les parties peuvent demander la révocation de la présente injonction lorsque le plan archéologique aura été établi, sans toutefois en préciser la nature.

Les demandes de McGill et de la SQI

Après sept rencontres depuis le jugement d'octobre dernier avec les mères Mohawks en dehors de la Cour pour négocier les termes d'un plan archéologique, McGill et la SQI ont toutes deux déposé le 10 février dernier une demande pour lever l'interdiction d'excaver. Dans leurs demandes respectives, McGill et la SQI adressent les changements supposés dans la situation depuis le jugement, qui favorisent désormais leurs positions. Ils allèguent que « l'ordonnance de sauvegarde a rempli son objectif de permettre une discussion ouverte et une négociation entre les parties », mais qu'elle « n'a malheureusement pas mené à un accord malgré les meilleurs efforts des Défenderesses [McGill et la SQI, nldr] ».

« Selon McGill : “Il n'existe aucune preuve que le site du projet Nouveau Vic soit une scène de crime”. Cette déclaration fait fi des 141 pièces réunies par les mères Mohawks [...] appuyant leur position »



Le Délit a eu accès à ces documents.

Dans sa demande de levée de l'ordonnance de sauvegarde, McGill affirme que la situation a changé depuis le jugement du 27 octobre, avançant que la prolongation de l'ordonnance de sauvegarde créerait une situation où les plaignants disposeraient d'un « droit de veto illimité » pour imposer leur vision de la conduite des fouilles, que l'Université qualifie d'« unilatérale ». De plus, McGill conteste les allégations avancées par les mères Mohawks durant le procès, que l'Université considère « sans fondements ». Selon McGill : « Il n'existe aucune preuve que le site du projet Nouveau Vic soit une scène de crime. » Cette déclaration fait fi des 141 pièces réunies par les mères Mohawks en amont du procès, et des trois déclarations sous serment appuyant leur position. De son côté, la SQI, société en charge du redéveloppement du projet Nouveau Vic, avance que le maintien de l'ordonnance de sauvegarde aurait pour conséquence « le gaspillage de fonds publics ».

Selon McGill et la SQI, la prolongation de l'interdiction d'excaver mettrait en péril la viabilité du projet Nouveau Vic : elles défendent que « l'ordonnance de sauvegarde pourrait arrêter complètement le redéveloppement du Site », et causerait de « réels préjudices immédiats qui entraîneraient des délais supplémentaires et potentiellement l'abandon total du projet Nouveau Vic ».

L'Université et la SQI affirment avoir - dans un esprit de « collaboration et de Réconciliation » - « grandement amélioré leur approche concernant les travaux archéologiques » et

RÉDACTION

3480 rue McTavish, bureau 107
Montréal (Québec) H3A 1B5
Téléphone : +1 514 398-6790

Rédacteur en chef

rec@delitfrancais.com
Léonard Smith

Actualités

actualites@delitfrancais.com
Hugo Vitrac
Vincent Maraval
Margaux Thomas

Culture

artsculture@delitfrancais.com
Louis Ponchon
Agathe Nolla

Société

societe@delitfrancais.com
Jeanne Marengère
Plem Kijamba

Au féminin

aufeminin@delitfrancais.com
Marie Prince

Coordonnatrice de la production

production@delitfrancais.com
Camille Matuszyk

Visuel

visuel@delitfrancais.com
Laura Tobon
Alexandre Gontier

Multimédias

multimedias@delitfrancais.com
Jade Lé
Dounia Ouederni

Coordonnateur-rices de la correction

correction@delitfrancais.com
Béatrice Poirier-Pouliot
Paul Hajage

Webmestre

web@delitfrancais.com
Mathieu Ménard

Coordonnatrices réseaux sociaux

reso@delitfrancais.com
Célia Petrissans
Layla Lamrani

Contributeur-rices

Lucy Tymezyk, Grace Brown, Léopoldine Cammas, Milena Chenais, Vincent Yuxin Qiu, Rose Chedid, Nour Desrousseaux, Clément Veysse, Maia Salhofer

Couverture

Alexandre Gontier

BUREAU PUBLICITAIRE

3480 rue McTavish, bureau B-26
Montréal (Québec) H3A 0E7
Téléphone : +1 514 398-6790
ads@dailypublications.org

Publicité et direction générale

Boris Shedov

Représentante en ventes

Letty Matteo

Photocomposition

Mathieu Ménard

The McGill Daily

coordinating@mcgilldaily.com
Anna Zavelsky

Conseil d'administration de la SPD

Salyor Catlin, Louis Favreau, Natacha Ho Papieau, Asa Kohn, Philippe Shi, Boris Shedov, Léonard Smith, Laura Tobon, Anna Zavelsky.

Les opinions exprimées dans les pages du Délit sont celles de leurs auteur-e-s et ne reflètent pas les politiques ou les positions officielles de l'Université McGill. Le Délit n'est pas affilié à l'Université McGill.

Le Délit est situé en territoire Kanien'kehá:ka non-cédé.

L'usage du masculin dans les pages du Délit vise à alléger le texte et ne veut nullement discriminatoire.

Les opinions de nos contributeurs ne reflètent pas nécessairement celles de l'équipe de la rédaction.

Le Délit (ISSN 1192-4609) est publié la plupart des mardis par la Société des publications du Daily (SPD). Il encourage la reproduction de ses articles originaux à condition d'en mentionner la source (sauf dans le cas d'articles et d'illustrations dont les droits ont été auparavant réservés). L'équipe de Délit n'endosse pas nécessairement les produits dont la publicité paraît dans le journal. Imprimé sur du papier recyclé format tabloïde par Imprimeries Transcontinental Transmag, Anjou (Québec).

avoir soumis « une proposition qui favorise l'utilisation des techniques les moins invasives » conformément au jugement d'octobre dernier. Elles rejettent cependant l'usage de chiens renifleurs et les demandes des

« *“Pardon est un mot vide de sens”, [...]“il n’y a pas de mot pour dire pardon dans notre langue. Tu dois faire en sorte de changer les choses, tu ne dis pas seulement pardon”* »

mères Mohawks de réaliser un travail de cueillette de témoignages et d'archives en amont des fouilles, dénonçant le manque d'échéances qui pourrait compromettre l'avenir du Nouveau Vic. Dans leurs demandes respectives, McGill et la SQI précisent aussi ne pas pouvoir parvenir à un accord sur l'implication des mères Mohawks dans la surveillance des lieux et la direction des fouilles. Ces revendications des mères Mohawks sont pourtant inscrites dans les recommanda-

tions de l'Association canadienne d'archéologie et du rapport final sur la vérité et la Réconciliation : « *Les efforts pour localiser les enfants disparus doivent être menés par les autochtones et suivre les autorisations et les protocoles des communautés autochtones.* »

En s'opposant aux demandes des mères Mohawks de mener elles-mêmes les fouilles archéologiques, McGill et la SQI rejettent les recommandations officielles pour la recherche de tombes non marquées à proximité des pensionnats autochtones, prétendant qu'« *il n'y a aucune preuve démontrant un lien entre l'hôpital Royal Victoria et des pensionnats autochtones* » et que le risque de découvrir des sépultures anonymes sur le site est « *faible, voir inexistant* ».

« **Vous avez la responsabilité de savoir** »

Au cours de la table ronde du 8 mars organisée par l'Association étudiante de l'Université McGill (AÉUM) à l'occasion de la Journée internationale des femmes, les mères Mohawks ont présenté leur vision de la Réconciliation et leur combat à la communauté mcgilloise. Elles ont insisté sur la nature de ce dernier, qui ne s'apparente pas à de l'activisme ou du militantisme, mais à un devoir inné qui leur

incombe : « *Ce n'est pas de l'activisme, c'est de la survie* », « *nous sommes toujours en guerre, tous les jours, et les gens ne s'en rendent pas compte.* » Il s'agit selon elles d'une « *responsabilité vis-à-vis de la terre et des générations à venir* » qui leur revient en tant que kanien'kehá:ka kahnistensera, et qui leur dicte leur combat pour « *découvrir les tombes non marquées de [leurs, ndlr] enfants, afin de leur offrir une cérémonie et un enterrement appropriés* ».

À l'occasion de cette table ronde, qui s'est déroulée en présence de Line Thibault, avocate générale et directrice du service juridique de l'Université, les mères Mohawks ont livré leur vision de la Réconciliation, sans toutefois aborder les négociations qui se poursuivent avec McGill et la SQI. Selon elles, « *pardon est un mot vide de sens* », précisant qu'« *il n'y a pas de mot pour dire pardon dans notre langue. Tu dois faire en sorte de changer les choses, tu ne dis pas seulement pardon* ».

Les mères Mohawks ont profité de l'occasion à McGill pour interpeller la communauté étudiante : « *Vous avez la responsabilité de savoir* », « *nous sommes toujours victimes d'un génocide.* » Elles ont également souligné que « *les gens ont peur d'en entendre parler, de découvrir*

l'affreuse vérité ». Kahentinetha, l'une des aînées Mohawks a alors posé une question qui s'adresse à tous : « *Qu'allez-vous faire face à la situation? Allez-vous rester muets?* » Kwetiiio, une autre mère Mohawk, a précisé : « *Si vous ne faites pas partie de la solution, vous faites partie du problème.* »

L'avenir de l'injonction interlocutoire

Contactées par *Le Délit*, les mères Mohawks nous ont confié : « *Nous ne pouvons pas parler des négociations car nous espérons toujours pouvoir arriver à un accord en dehors de la Cour, sans avoir à prolonger l'injonction.* » Elles nous ont toutefois affirmé : « *Nous pensons qu'il est essentiel que les meilleures pratiques archéologiques soient utilisées pour s'assurer qu'aucune tombe non marquée ou artefacts de nos ancêtres ne soient détruits par des excavations et démolitions sur le site.* »

De son côté, McGill, par l'intermédiaire de l'agente des relations avec les médias, Frédérique Mazerolle, nous a assuré que « *L'Université reste engagée dans des discussions de bonne foi avec les mères Mohawks dans l'espoir de parvenir à une résolution sur la question concernée* ». Cependant, Mme Mazerolle a précisé que

« si une telle résolution n'est pas atteinte, l'affaire se poursuivra devant le tribunal étant donné que l'ordonnance émise par le juge Moore le 27 octobre 2022 est en vigueur pour une période de six mois ».

« **Les mères Mohawks ont profité de l'occasion à McGill pour interpeller la communauté étudiante : “Vous avez la responsabilité de savoir”, “nous sommes toujours victimes d'un génocide”** »

Les parties auront l'occasion de parvenir à un accord lors d'une conférence de règlement à l'amiable qui se tiendra le 22 mars prochain. Si aucun terrain d'entente n'est trouvé, les demandes de McGill et de la SQI seront examinées le 26 avril prochain par le juge Moore, qui décidera de lever ou prolonger l'injonction interlocutoire. ☉

Le gouvernement péruvien à l'heure de la crise

Enquête sur la récente venue de membres du gouvernement péruvien au Canada.

Depuis le 7 décembre dernier, une crise politique et sociale d'envergure ayant fait plusieurs dizaines de morts et près d'un millier de blessés sévit au Pérou. La récente visite du président du Conseil des ministres péruviens - Alberto Otárola - au Canada dans le cadre du Congrès de l'Association canadienne des prospecteurs et entrepreneurs (PDAC 2023) a provoqué de nombreuses réactions de la part de la communauté péruvienne installée au Canada

Une situation politique instable

En juillet 2021, Pedro Castillo, le candidat du parti marxiste-léniniste *Perú Libre* a été élu président du Pérou pour un mandat de cinq ans avec 50,1% des voix. Dès son arrivée au pouvoir, le président a dû faire face à deux défis majeurs : une capacité d'action limitée par une forte séparation des pouvoirs où un Congrès dispose du pouvoir de le destituer et une majorité parlementaire de droite ouvertement opposée à ses politiques. Le congrès lui a notamment interdit de mener

des visites diplomatiques à l'étranger, comme au Vatican ou en Colombie, et a tenté de faire passer une motion visant à le destituer à plusieurs reprises, en mars et en novembre 2022 notamment. Face à cette opposition permanente et ces tentatives de destitution, le président Pedro Castillo a proclamé le 7 décembre 2022 l'état d'urgence et la dissolution du congrès péruvien.

À la suite de cette annonce qui fut perçue comme une tentative de coup d'État, le parlement s'est tout de même réuni et a voté la destitution du président par une majorité de 101 voix contre 19. Par la suite, le congrès a procédé à la nomination de Dina Boluarte - alors vice-présidente de la république - comme présidente par intérim. Le 7 décembre, le président Castillo a été arrêté, puis placé en détention provisoire pour une durée de 18 mois. Pedro Castillo risque aujourd'hui jusqu'à 10 ans de prison pour rébellion et conspiration.

Depuis le 7 décembre 2022, de nombreuses protestations menées par les partisans de Castillo ont



LAURA TOBON | LE DÉLIT

éclaté dans l'ensemble du Pérou, exhortant la remise en liberté du président et contestant la légitimité de la présidente par intérim Dina Boluarte. Le gouvernement a rapidement répondu par une politique répressive, faisant usage de bombes lacrymogènes et d'armes à feu contre les manifestants. En plus de l'instabilité présente depuis l'entrée au pouvoir du président Castillo, c'est une réelle crise politique qui s'est installée

depuis décembre. Les violences persistantes ont mené à la mort de plusieurs dizaines de personnes et plus d'un millier de blessés.

Les zones principalement affectées par la répression sont les zones rurales et les populations autochtones puisqu'elles manifestent davantage leur soutien au président Castillo, qui prônait une politique favorable aux travailleurs ruraux et agricoles.

Le gouvernement péruvien se décharge de toute responsabilité vis-à-vis des événements depuis janvier, accusant plutôt « des groupes violents » de « gérer le chaos ». Mais la communauté internationale n'en a pas jugé ainsi, et le comportement de l'État péruvien a suscité la réaction des principales organisations mondiales. Les experts de situations spéciales des Nations Unies et le Comité des droits de

l'homme des Nations Unies ont notamment fait part en début mars de leur « profonde inquiétude vis-à-vis des allégations de répression, d'exécutions arbitraires, de détentions et de disparitions forcées de manifestants » au Pérou.

Alors que de nombreux pays d'Amérique latine comme le

« Les violences ont mené à la mort de plusieurs dizaines de personnes et plus d'un millier de blessés »

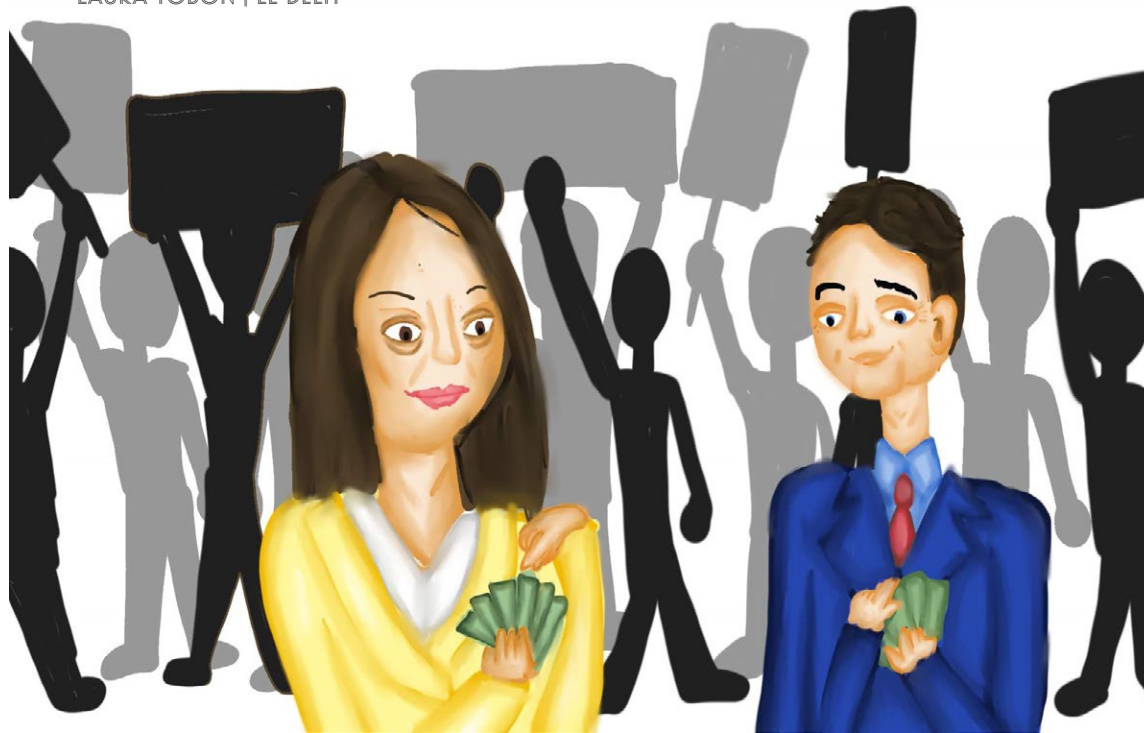
Mexique, la Colombie et l'Argentine ont dénoncé l'emprisonnement du président Castillo et les violences perpétrées par le gouvernement de Boluarte, l'État canadien s'est plutôt rangé du côté du nouveau gouvernement intérimaire, soutenant la décision de destituer le président Castillo peu après les événements du 7 décembre. Cette position a suscité l'indignation de la communauté péruvienne au Canada. Depuis décembre, plusieurs associations ont mené des actions pour alerter le gouvernement canadien en ce qui concerne les violences commises au Pérou.

L'action des associations canadiennes

Dès janvier, à travers une lettre ouverte adressée au premier ministre du Canada Justin Trudeau parue dans *Le Soleil*, le *Collectif de Solidarité Québec Pérou* a alerté le premier ministre sur la situation afin d'inciter le Canada à « prendre position contre la répression au Pérou, le tout dans l'objectif que la pression internationale augmente et que les massacres et violations aux droits humains cessent ». Dans cette lettre, l'association dénonçait les pratiques du gouvernement péruvien et l'accusait notamment de la responsabilité de 48 exécutions extra-judiciaires, l'usage disproportionné de la force, l'utilisation d'agents de police en couverture civile ou encore de pratiques de détentions arbitraires accompagnées de torture et de violences sexuelles.

Le gouvernement canadien n'a pas réagi à cette lettre, et mis à part l'expression de son soutien à l'idée d'organiser de nouvelles élections présidentielles le plus tôt possible, l'État canadien semble continuer à soutenir le gouvernement péruvien provisoire.

LAURA TOBON | LE DÉLIT



En effet, comme le décrit le journal *Toward Freedom*, le Canada a des intérêts économiques majeurs au Pérou, particulièrement dans l'industrie minière où ses entreprises sont les principaux investisseurs. La chute du président socialiste Castillo et l'arrivée d'un gouvernement davantage libéral lui est donc relativement favorable.

Récemment, l'ex-ministre de la Défense et l'actuel président du Conseil des ministres du gouvernement provisoire, Alberto Otárola, et d'autres représentants du gouvernement péruvien ont même été accueillis au Canada lors de la convention minière PDAC 23 se déroulant du 5 au 8 mars à Toronto. Cette convention réunit chaque année l'ensemble des acteurs de l'industrie minière canadienne et correspond à une

« De nombreuses protestations menées par les partisans de Castillo ont éclaté dans l'ensemble du Pérou et le gouvernement a rapidement répondu par une politique répressive, faisant usage de bombes lacrymogènes et d'armes à feu contre les manifestants »

rampe de lancement pour un grand nombre d'accords commerciaux dans le secteur minier canadien.

Alors que le manque d'action du Canada pour s'opposer au gouvernement provisoire du Pérou était déjà une source de tensions au sein de la communauté péru-

vienne au Canada, l'accueil des représentants du gouvernement péruvien au Canada a encore davantage ravivé leur mécontentement. Dans un communiqué paru le 8 mars 2023, trois associations : le Collectif Solidarité Québec-Pérou, le CEDEPECA (Centro Democrático de Peruanos en Canada) et l'Association des étudiants péruviens de l'Université de Toronto, ont fait part de leur colère vis-à-vis l'accueil de monsieur Otárola au Canada. Les trois associations mettent en avant le fait qu'Alberto Otárola a une responsabilité importante dans les violences perpétrées par le gouvernement péruvien depuis décembre dernier. Ils soulignent que le 25 janvier dernier, le ministre avait annoncé une bonification économique supplémentaire à l'« héroïque » et « glorieuse »

centaine de blessés, Otárola avait, comme l'a fait la présidente Boluarte à plusieurs reprises depuis décembre, rejeté toute

responsabilité concernant les violences et pertes humaines. Dans leur communiqué, les trois associations mettent donc en avant qu'Otárola fait activement partie de la dérive gouvernementale péruvienne, qui diabolise les manifestants et refuse de faire face à ses responsabilités. Les associations critiquent une nouvelle fois la passivité du gouvernement canadien, mais l'accusent aussi - du fait d'accueillir le ministre pour le PDAC 23 - de « privilégier ses intérêts économiques à la vie de personnes péruviennes et de peuples autochtones ».

L'avis des étudiants mcgillois

Dans un entretien pour *Le Délit*, Camila Loyola Rodriguez, une étudiante péruvienne de deuxième année de la faculté de gestion de McGill, nous a fait part de la déception qu'elle éprouve vis-à-vis de l'invitation d'Alberto Otárola à Toronto. Selon elle, « le fait que la communauté internationale ferme les yeux devant ce qui se passe au Pérou est vraiment triste, (tldr) ». Elle ajoute que cela équivaut à légitimer les exactions commises par le gouvernement péruvien. De plus, elle considère que la crise politique et sociale

au Pérou n'a eu qu'un faible écho médiatique à l'échelle internationale, « puisque les violences sont majoritairement commises dans les provinces péruviennes et moins à Lima, cela ne suscite pas assez d'intérêt » auprès de la presse internationale. Camila ajoute que le gouvernement canadien devrait plutôt prendre position contre les actions du gouvernement « afin de faire entendre les protestations » à l'étranger pour faire pression sur le gouvernement péruvien.

Face à cette crise politique qui ne fait qu'empirer l'instabilité politique du Pérou, le Canada est donc accusé par les associations de vouloir préserver ses avantages financiers au détriment de la population péruvienne, plus particulièrement les populations indigènes et rurales du pays. Cette situation semble d'ailleurs faire écho à une problématique du même genre au Québec, où les représentants autochtones critiquent le fait que les intérêts de leur population passent historiquement

après les intérêts économiques des grands acteurs industriels.

Dans l'histoire québécoise, les populations autochtones ont souvent vu leurs terres menacées d'être exploitées par les acteurs économiques québécois, conduisant parfois jusqu'à de réelles tensions militaires. Cela fut le cas lors de l'été 1990 avec la « Crise d'Oka », une crise causée par un projet d'agrandissement d'un terrain de golf qui prévoyait d'empiéter sur les territoires mohawk.

Pour ce qui est de l'implication du gouvernement canadien en Amérique latine, ce n'est pas la première fois que les dirigeants n'agissent pas face à des gouvernements violents. Ces dernières années, l'État a été critiqué pour avoir préféré préserver ses intérêts économiques en soutenant des régimes violents, entre autres le gouvernement colombien en mai 2021 et le gouvernement équatorien en juin 2022. ☹

VINCENT MARAVAL
Éditeur Actualités

Remédier à l'insécurité alimentaire à McGill

Une assemblée organisée par *Let's Eat McGill*.

LÉONARD SMITH
Rédacteur en chef

Le mardi 7 mars dernier, *Let's Eat McGill*, une organisation étudiante visant à réduire les coûts de la nourriture offerte dans les résidences et dans les cafés sur le campus de l'Université, a organisé une assemblée sur l'insécurité alimentaire. Cette dernière a réuni plus de 200 étudiant·e·s dans une salle du pavillon des Arts, alors que l'organisation menait en parallèle une distribution de dépliants visant à sensibiliser les étudiants sur différentes initiatives alimentaires à moindre prix à McGill, comme *Midnight*

cative des prix par rapport à la moyenne observable dans les supermarchés. Une pointe de pizza vendue à 11\$, une coupe de fruits à presque 7\$ et une salade pouvant aller jusqu'à 17,69\$ sont des prix déraisonnables d'après *Let's Eat McGill*.

Une personne s'est également dite frustrée de constater que des systèmes de distribution de nourriture sont offerts gratuitement ou à faible coût dans certaines universités voisines. Une initiative comme *Hive Free Lunch*, financée par des associations étudiantes de Concordia, a pour mandat de fournir un service gratuit aux étudiant·e·s. *People's Potato*, « soupe popu-

assister dans son entourage à un phénomène de « normalisation de l'abstention des repas ». Dans une étude menée par *Meal Exchange*, l'insécurité alimentaire s'élevait à 56,8% parmi les étudiant·e·s canadien·ne·s à l'automne 2021, tandis qu'un cinquième d'entre eux·elles serait en situation d'insécurité alimentaire sévère. Lorsque *Let's Eat McGill* a demandé si certaines personnes avaient volontairement passé un repas pour économiser sur le campus, près de la moitié de l'audience a levé la main.

Quel modèle pour les services alimentaires mcgillois?

Depuis 2019, l'offre de distribution alimentaire de nombreux cafés à McGill et de plusieurs salles à manger en résidence est assurée par *Dana Hospitality*, une compagnie privée de services alimentaires. Cette concentration des services d'alimentation sur le campus entre les mains du privé contribue selon *Let's Eat McGill* à la dégradation de l'accessibilité à la nourriture constatée depuis 2016.

Pour *Let's Eat McGill*, l'un des aspects les plus problématiques de l'accès à la nourriture au sein du campus est le forfait de repas (*Mandatory Meal Plan*), obligatoire pour les étudiant·e·s de premier cycle habitant dans les résidences. Ce forfait, totalisant 6200\$ avec les frais administratifs, comprend 4725\$ pouvant être utilisés pour l'achat de nourriture sur le campus. Étalaé tout au long de l'année universitaire, le forfait de repas obligatoire représente un budget de 775\$ par mois pour les étudiant·e·s en résidence, une somme qui correspond pour plusieurs au prix de location d'un appartement, comme la noté une étudiante lors de l'assemblée. Cependant, ce montant ne suffit pas toujours à couvrir les frais alimentaires puisqu'un repas coûte en moyenne 13\$ dans les



LÉONARD SMITH | LE DÉLIT

À l'heure actuelle, McGill refuse de laisser tomber le forfait de repas obligatoire, mais planifie de le réformer. Mathieu Laperle, directeur des services alimentaires de l'Université McGill, propose la mise en place d'un nouveau plan pour l'automne 2023. Ce plan, inspiré d'un modèle similaire à celui de l'Université d'Ottawa, permet-

Sciences interrogée par *Le Délit*, explique que « McGill connaît l'histoire des services alimentaires », mais que « nous n'avons pas conscience de notre capacité à les gérer par nous-mêmes ». Une autre étudiante a souligné que « les initiatives agricoles pourraient nourrir les étudiants du campus du centre-ville ». À la fin de l'assemblée, *Let's Eat*

« Lorsque *Let's Eat McGill* a demandé si certaines personnes avaient volontairement passé un repas pour économiser sur le campus, près de la moitié de l'audience a levé la main »

Kitchen ou encore le *Student Nutrition Accessibility Club*. En guise d'ouverture de l'assemblée, les étudiant·e·s présent·e·s

laire » gérée par des étudiant·e·s, offre également des paniers alimentaires d'urgence aux étudiants de Concordia.



MAÏA SALHOFER

ont été invité·e·s à se prononcer sur l'abordabilité de la nourriture sur le campus. Plusieurs ont affirmé leur mécontentement quant aux coûts de la nourriture actuelle, en expliquant par exemple que « les prix sont disproportionnés par rapport à la qualité de la nourriture dans la plupart des cafés de McGill (tdlr) ». Une autre personne a dénoncé le fait que l'Université, bien au courant de la dépendance des étudiant·e·s vis-à-vis des services alimentaires offerts sur le campus, profite pourtant de cette situation et donne libre cours à l'augmentation signifi-

Le manque d'alternatives abordables permettant à la commu-

« Dans une étude menée par *Meal Exchange*, l'insécurité alimentaire s'élevait à 56,8% parmi les étudiant·e·s canadien·ne·s à l'automne 2021 »

nauté de McGill de subvenir à ses besoins alimentaires est ressorti de manière récurrente durant l'assemblée. Une personne a par exemple expliqué

salles à manger des résidences pour les étudiant·e·s de premier cycle. Cette situation est dénoncée par les organisateur·rice·s et les étudiant·e·s présent·e·s.

« Plusieurs ont affirmé leur mécontentement quant aux coûts de la nourriture actuelle, en affirmant par exemple que « les prix sont disproportionnés par rapport à la qualité de la nourriture dans la plupart des cafés de McGill (tdlr) » »

tra aux étudiant·e·s de payer un prix fixe afin de manger comme ils·elles le veulent dans les cafétérias de McGill. Dans une entrevue accordée à CBC News le 8 mars dernier, Lola Milder, membre de *Let's Eat McGill*, s'inquiète pour sa part de la réglementation entourant l'établissement de ce nouveau plan ainsi que son abordabilité.

La privatisation de la nourriture à McGill

« McGill tente de fermer toutes les initiatives alimentaires dirigées par les élèves », selon une personne présente lors de l'assemblée. *Let's Eat McGill* a recomposé l'histoire de la privatisation des services alimentaires à McGill. Les services alimentaires de McGill sont passés aux mains de plusieurs compagnies à travers les années 2000, dont *Coke*, *Chartwell* et *Dana Hospitality*. Avant d'être repris et privatisés par McGill en 2007, la plupart des cafés étaient gérés par des étudiant·e·s, dont *Architecture Café* et *AUS Snax*. Noa Scheifler, étudiante en Arts et

McGill a également mis à l'avant des initiatives locales comme la distribution de samosas, de fruits et légumes provenant des jardins écologiques étudiants du campus MacDonald.

Au moment d'écrire les lignes, *Let's Eat McGill* fait circuler une pétition comptabilisant 1927 signatures pour mettre fin aux prix « exorbitants » dans les cafétérias de McGill. L'initiative étudiante souligne l'importance de recourir à des « actions collectives », notamment par l'association avec « d'autres sociétés étudiantes ». Ils ont également fait part de leur stratégie pour encourager l'engagement à court, moyen ou long terme. Parmi les petits gestes pouvant aider la cause de *Let's Eat McGill*, l'organisation a souligné l'importance de compléter le sondage sur les services alimentaires du campus. Ce questionnaire permettra de chiffrer l'insécurité alimentaire sur le campus afin de présenter les résultats au conseil d'administration de McGill, dernière instance décisionnelle qui décide des dépenses et des investissements de l'Université. ☉

Les mcgillois sauvent des vies

Une collecte de sang sur le campus.

Le lundi 6 mars dernier se déroulait la première collecte de sang organisée par trois organisations mcgilloises : la Société d'étudiants de médecine (MSS), l'Association étudiante de dons de sang de McGill (MSBDA) et le Club AÉUM MedLife McGill.

Préparatifs et organisation

Les étudiants de McGill ont organisé cette collecte en collaboration avec Héma-Québec – le service partenaire stratégique au service du système de santé québécois – qui a pour mission d'organiser et de récolter les donations de sang et autres produits biologiques d'origine humaine, comme le plasma par exemple. *Le Délit* a rencontré Natasha Odessa Grimard, étudiante en médecine et membre du Comité de santé mondiale au sein de l'Association étudiante de dons de sang de McGill. Natasha note une envie grandissante depuis quelques années de la part de ces groupes d'organiser une collecte au sein même du campus. Étant donné les difficultés liées à l'organisation et au lancement d'une telle campagne de don de sang, les trois différents groupes ont décidé en septembre dernier de s'allier

Déroulement de la collecte et restrictions plus inclusives

Le Délit a échangé avec Jeanne, une étudiante en deuxième année à McGill, qui s'est rendue à la collecte sur le campus en tant que donneuse. Dès 10 heures du matin, dans la salle de réception du troisième étage du bâtiment de l'AÉUM, des dizaines d'étudiants comme Jeanne répondaient présents. Pour beaucoup, donner son sang est relativement facile : « Ça faisait un moment que j'y réfléchissais, et je me disais que le don de sang était un acte simple qui pouvait avoir des répercussions importantes et utiles. » Parmi les différentes plateformes pour promouvoir l'événement, c'est à travers les affiches postées dans les couloirs de la bibliothèque Redpath que Jeanne en a entendu parler. Pour elle, l'inscription a eu lieu à McGill et les rendez-vous ont pu être pris en très peu de temps. Elle nous a raconté le déroulement d'un don de sang : au moment de donner son sang, les donneur-se-s sont installé-e-s sur un siège et le personnel médical s'occupe de la prise de sang, tandis que les bénévoles mcgillois venant des différentes associations – comme Natasha – supervisent la fluidité des rendez-vous et se



VINCENT YUXIN QIU

« Je me disais que le don de sang était un acte simple qui pouvait avoir des répercussions importantes et utiles »

Jeanne, étudiante à McGill

pour préparer ensemble cette collecte de sang, en partenariat avec Héma-Québec. Natacha a résumé : « Ça avait plus de sens de le faire ensemble. »

Depuis septembre 2022, les démarches avaient débuté afin de contacter Héma-Québec, et de se mettre d'accord sur les effectifs, et les besoins requis par cet événement, mais plusieurs difficultés avaient ralenti l'organisation. Un des principaux problèmes fut de trouver un lieu sur le campus pour accueillir les donneur-se-s.

Le lancement de la campagne a aussi été retardé par le refus de l'AÉUM d'accepter les restrictions imposées par Héma-QC, qui excluaient les donneurs ayant eu des relations sexuelles non hétérosexuelles.

tiennent à la dispositions des donneur-se-s pour tout soutien moral. Le corps médical fait une rapide vérification de plusieurs restrictions au préalable, comme une analyse qui confirme que le taux d'hémoglobine des donneur-se-s est suffisamment élevé à l'aide d'une piqûre sur le doigt. Il y a également d'autres critères de qualification à prendre en compte avant de s'inscrire, comme les voyages récents, qui exposent le donneur au risque de maladies sanguines, comme la malaria ou encore des conditions par rapport aux relations sexuelles.

D'après Natasha, ces critères semblent être plus inclusifs qu'ils ne l'étaient par le passé, mais sont toutefois « toujours questionnables ». Aujourd'hui, les critères d'admissibilité aux

dons de produits sanguins ne sont plus basés sur l'orientation sexuelle d'un groupe ciblé, mais sur les pratiques sexuelles ainsi qu'une évaluation individualisée des comportements à risque, comme la pratique du sexe anal.

En 1992, le Canada avait opté pour une interdiction à vie de dons pour les hommes homosexuels. C'est seulement en 2013 que les dons étaient permis pour les hommes qui s'abstiennent d'avoir des relations sexuelles avec un autre homme « pendant au moins cinq ans ». Ce délai avait été réduit à trois mois en 2019. Depuis 2022, les questionnaires d'Héma-Québec pour vérifier sa qualification aux dons ont aussi été remplacés par des questionnaires non-genrés et de plus en plus inclusifs. Héma-Québec affirme que « grâce à ce changement, chaque personne répond aux mêmes questions, quel que soit son sexe, son genre et son orientation sexuelle ». La plateforme de dons assure que ce changement apporte une approche « plus inclusive pour les personnes issues des communautés LGBTQ+ ». Les fondements scientifiques qui attestent que le sexe anal est intrinsèquement incompatible avec le don de sang demeurent trop flous pour plusieurs. La seule réponse serait que les relations sexuelles anales présentent un risque élevé d'acquisition d'infections transmissibles sexuellement et par le sang – plus élevé que lors de relations sexuelles orales ou vaginales.

Pourquoi donner?

Interrogée sur l'intérêt du don de sang, Natasha n'a pas hésité : « C'est nécessaire. » En effet, elle explique que le sang, comme le plasma ou encore les cellules souches, servent à une variété de procédures médicales, des plus banales aux plus complexes. Que ce soit pour des cas extrêmes et urgents, comme lorsqu'une personne donne naissance et qu'il y a un risque d'hémorragie, ou dans des cas moins urgents, comme pour des traitements du cancer, la

« Les critères d'admissibilité aux dons ne sont plus basés sur l'orientation sexuelle, mais sur les pratiques sexuelles comme la pratique du sexe anal »

collecte de sang est indispensable au quotidien dans les services médicaux. L'étudiante en médecine explique que ce n'est pas seulement le sang qui est nécessaire, mais également ses nombreuses composantes qui sont des éléments essentiels à plusieurs procédures médicales. « On a besoin de plus de donneurs, sinon les gens meurent », affirme Natasha.

De manière générale, Jeanne note un personnel très accueillant qui a rendu son expérience bien plus agréable que ce à quoi elle s'attendait : « Malgré mon

appréhension initiale – sachant que c'était mon tout premier don – ça s'est super bien passé et je le referais absolument ! » Étant donné le succès de la collecte, avec 100% des rendez-vous comblés par des donneur-se-s, les organisations mcgilloises souhaitent replanifier d'autres collectes de sang sur le campus. Celles-ci n'auront probablement pas lieu avant la prochaine session d'automne, considérant le travail nécessaire en amont d'une campagne et la diminution des effectifs sur le campus

durant l'été. En attendant, Natasha rappelle qu'il y a plein d'autres cliniques permanentes et tournantes à Montréal vers lesquelles les étudiants peuvent se tourner afin de donner plus régulièrement.

Pour plus d'informations, vous pouvez visiter le site internet d'Héma-Québec ainsi que les associations MedLife, MSS et MSBDA. ☺

MARGAUX THOMAS
Editrice Actualités

Féminismes pluriels

Comment se porte le féminisme intersectionnel au Québec et à McGill?

Avec la Journée internationale des droits des femmes tout juste derrière nous, la discussion entourant l'état du féminisme au Québec semble tout naturellement avoir refait surface. Les événements des dernières semaines ont mis en lumière la question de la pérennité d'un féminisme inclusif, fort et intersectionnel au Québec. *Le Délit* s'est entretenu à ce sujet avec quelques étudiant·e-s de l'Université McGill.

L'intersectionnalité au Québec

« Intersectionnel », c'est le terme qui a initié une vague de réactions incendiaires à la fin du mois de février dernier en provenance de féministes québécois·e-s à l'égard de la Coalition Avenir Québec (CAQ). En vue de la Journée internationale des droits des femmes qui arrivait alors à grand pas, Québec Solidaire (QS) avait introduit une motion à l'Assemblée nationale du Québec qui cherchait à « encourager l'analyse différenciée selon les sexes dans une perspective intersectionnelle afin de défendre les droits de toutes les femmes ». En guise de réponse, la CAQ s'était opposée à la mention de « l'intersectionnalité » et avait demandé qu'elle soit retirée, mettant fin à la discussion en refusant catégoriquement d'en débattre. Ainsi, la CAQ s'en est tenue au discours mettant de l'avant une mention aseptisée du féminisme, sans souci d'y inclure la variété de femmes qui font toutes autant partie de la société québécoise. Ce sont en effet les femmes se trouvant à l'intersection de plus d'une identité minoritaire qui se voient vulnérables à la marginalisation.

La tentative de QS d'inciter l'Assemblée nationale à prendre position et à reconnaître l'importance de souligner la pluralité de femmes qui composent notre société, ainsi que la mise en lumière de l'importance de poursuivre le combat pour un féminisme inclusif, a échoué. Martine Biron, ministre caquiste responsable de la Condition féminine, avait répondu à la proposition de QS que le féminisme intersectionnel, « ce n'est pas notre vision du féminisme ».

À la suite du rejet de la proposition de QS, les médias québécois se sont à leur tour enflammés sur la question du féminisme intersectionnel et surtout sur sa validité. Selon Richard Martineau, chroniqueur

au Journal de Montréal qui prétendait presque être une sommité de la question féministe dans son article publié le 27 février dernier, il s'agit d'un « débat qui a l'air abscons, abstrait et aussi pertinent que la question de savoir combien d'anges peuvent danser la Macarena sur une tête d'aiguille ». D'autre part, Rima Elkouri de La Presse mentionne notamment que « le féminisme intersectionnel est un outil essentiel pour penser (et repenser) le monde, mieux comprendre les rapports de pouvoir dans toute leur complexité et mieux s'attaquer aux inégalités ».

femmes blanches, mais omettant les femmes marginalisées pour d'autres facettes de leur identité, connaît une montée rapide. De tels mouvements, qui revendiquent la défense des droits des femmes comme leur priorité, affaiblissent aux yeux de plusieurs la crédibilité – et pour certains, la validité – des combats féministes puisqu'ils dépeignent un féminisme de nature discriminatoire. Ceux-ci ne transcendent pas l'ensemble des femmes, et vont donc fondamentalement à l'encontre des valeurs d'inclusion et d'égalité véhiculées par le féminisme.

Selon Violette, étudiante en histoire de l'art, il s'agit d'un « mouvement collectif, mais aussi d'une façon de penser individuelle qui est guidée par un désir d'inclusivité et de justice ». Dorian juge impératif d'être féministe « parce [qu'il] voi[t] tous les jours les conséquences du patriarcat, que ce soit ma mère qui a dû faire deux fois plus d'efforts durant toute sa carrière ou encore des amis qui reçoivent davantage d'attaques homophobes parce qu'ils sont plus féminins ».

Selon cet échantillon d'étudiant·e-s mcgillois·e-s, la réponse

Québec, bien que le sujet soit discuté plus qu'ailleurs dans le monde, les hommes devraient être mieux sensibilisés aux conséquences de leurs actions et de leurs choix ». Pour sa part, Dorian « pense qu'on devrait étendre notre compréhension du féminisme. L'existence de certaines femmes libres, qui gagnent bien leur vie et ont des relations saines avec des hommes ne constitue pas une preuve que le féminisme a réussi ; il faut penser à toutes les femmes. Les femmes pauvres, les femmes racisées, les femmes trans. Au Québec, on a tendance à n'avoir qu'une vision de la société québécoise, en oubliant que nous vivons dans une société profondément diversifiée et complexe ».

Le féminisme, c'est pour qui?

Comme l'a souligné l'humoriste Kim Lévesque-Lizotte lors d'une émission de radio diffusée sur les ondes de Radio-Canada le 8 mars dernier, la CAQ atteint actuellement des records en termes de taux d'approbation. Kim Lévesque-Lizotte identifiait aussi ironiquement les femmes qui pourront célébrer une Journée internationale des droits des femmes selon la définition caquiste du féminisme : « les madames blanches cisgenres hétérosexuelles qui aiment prendre des mimosas en brunchant au Holt Renfrew pendant que des travailleuses étrangères font leur ménage » ou encore « des femmes blanches hétéros, cisgenres qui sont tellement libres de passer la journée au spa pendant que des femmes des minorités visibles s'occupent de leurs enfants au CPE ». Le point n'est pas de dire que ces femmes ont moins leur place au sein du mouvement féministe, mais bien que ce ne sont pas elles qui souffrent du déficit féministe existant toujours au Québec, ce dernier affectant davantage les femmes se trouvant à l'intersection de plusieurs identités.

Pour ce qui est de l'avenir, la définition du féminisme interprété par la CAQ pourrait nous être imposée pour quelque temps encore. Selon un sondage datant du 28 février dernier, si une élection devait être tenue à ce jour, la CAQ l'emporterait haut la main. Il faut donc croire que les féministes québécois·es seront tenu·e-s de continuer à se battre pour un féminisme ouvert d'esprit, accueillant pour tous·tes, et qui saura s'adapter au fil du temps. ☹

JEANNE MARENGÈRE
Éditrice Enquêtes

« Ainsi, la CAQ s'en est tenue au discours mettant de l'avant une mention aseptisée du féminisme, sans souci d'y inclure la variété de femmes qui font toutes autant partie de la société québécoise »

Féminisme problématique

Au sein de la fachosphère, une question qui domine les discussions est celle de la validité d'inclure la défense des droits des femmes trans dans le combat féministe. Le discours *Trans-Exclusionary Radical Feminism (TERF)*, notamment associé à la « féministe » française Dora Moutot, ancre sa rhétorique dans une vision exclusive de la femme qui rejette les femmes trans des combats féministes. De plus, le féminisme blanc, un courant de pensée centré sur les luttes féministes concernant les

McGill féministe?

Le Délit a sondé quelques étudiant·e-s de l'Université McGill pour en apprendre un peu sur leurs croyances, leurs perceptions de la situation féministe au Québec, ainsi que les améliorations qu'ils·elles espéreraient voir être mises en oeuvre pour un futur toujours plus égalitaire.

Selon Dorian, un étudiant en histoire à l'Université McGill, le féminisme est « un mouvement prônant l'abolition des structures de pouvoir basées sur le genre en faveur d'une société sans dynamiques d'oppressions genrées ».

est unanime : les étudiant·e-s de l'Université sont féministes. Aida, une étudiante en économie à McGill, soulève le fait que « le féminisme, bien qu'il puisse parfois sembler trop ciblé, est loin d'exclure la défense d'autres causes, et requiert donc le soutien de tous·tes afin d'assurer une société juste et égalitaire pour les générations futures ».

Pour ce qui est des attentes des étudiant·e-s, Violette croit que « le féminisme ne concerne pas seulement les femmes. Les hommes ont aussi un énorme pouvoir dans le fonctionnement des sociétés et [elle] pense qu'au

LAURA TOBON | LE DÉLIT



Les jeunes lisent-ils moins qu'avant?

Choisir entre *Madame Bovary* et *After*.

CAMILLE MATUSZYK

Coordinatrice de la Production

« Les jeunes lisent moins qu'avant ». Bon nombre d'entre nous avons déjà entendu cette phrase réductrice nous être adressée par les générations plus âgées lors d'un repas de famille ou au détour d'une discussion. D'ailleurs, il n'a pas été très difficile de trouver des articles ou entrevues alarmistes sur le sujet lorsque j'ai entamé mes recherches. Mais peut-on réellement dire que les jeunes lisent moins qu'avant? En réalité, ne lisent-ils pas sous des formats plus diversifiés que les décennies précédentes?

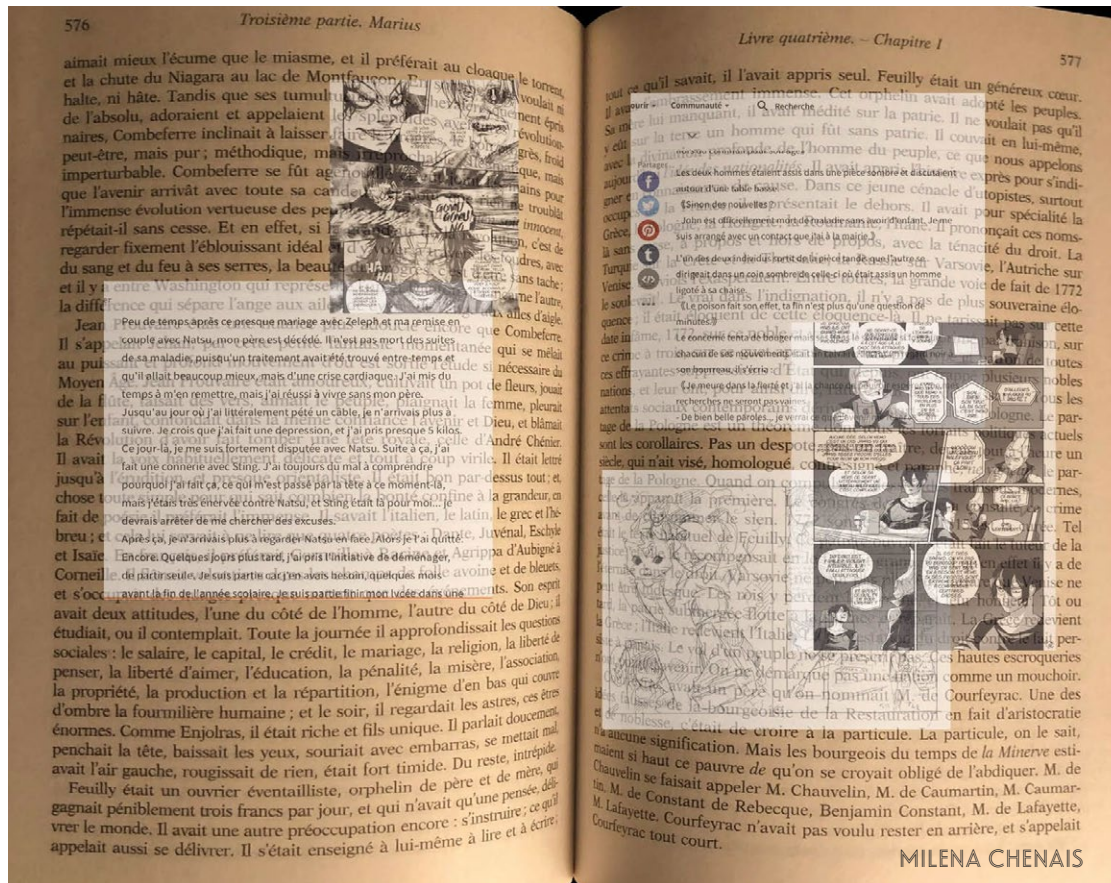
Des études plus modérées

La lecture de livres en version papier occupe toujours une place importante chez les jeunes. L'Enquête sur les pratiques culturelles du Québec (EPC) effectuée par le gouvernement sur un échantillon de la population québécoise entre 1979 et 2014 permet de poser des chiffres sur l'évolution de la lecture. En 2004, 54% des 15 à 24 ans considèrent lire des livres papiers « très souvent » (au moins une fois par semaine) et « assez souvent » (une fois par mois) et que 46% lisent « rarement » (quelques fois dans l'année) ou « jamais » de livres. 10 ans plus tard, en 2014, 66,9% des 15 à 24 ans considèrent

« En 2014, 66,9% des 15 à 24 ans considèrent lire au moins un livre papier entre une fois par semaine et une fois par mois et 33,1% ne lisent qu'une fois par an ou jamais de livres »

lire au moins un livre papier entre une fois par semaine et une fois par mois et 33,1% ne lisent qu'une fois par an ou jamais de livres. Au cours de la décennie étudiée, les chiffres de cette enquête vont à l'encontre de ce que nous avons eu l'habitude d'entendre puisqu'ils sont en hausse plutôt qu'en baisse. Néanmoins, si l'EPC permet une étude des pratiques culturelles des Québécois sur plus de trois décennies, ses résultats sont à prendre à la légère. Sa méthodologie d'étude et d'échantillonnage par entretiens téléphoniques demeure limitée car elle n'a pas suivi l'évolution du marché culturel au cours du temps, c'est-à-dire la multiplication d'institutions culturelles et des moyens de production davantage tournés vers les données économiques. De plus, la dernière enquête datant de presque 10 ans, il nous est difficile de juger les pratiques plus récentes de la lecture au sein de la jeunesse québécoise.

En France, le Centre national du livre (CNL), qui effectue une enquête



tous les deux ans, offre des chiffres plus récents. Les résultats collectés sont proches de ceux de l'EPC puisqu'en 2021, 80% des français de 15 à 24 ans se déclarent lecteurs (pour 80,2% au Québec en 2014). Et si le chiffre est en effet en baisse

comparé à 2019 où il s'élevait à 92%, le CNL rappelle que 2021 était une année particulière en raison du confinement. Sa recherche publiée en 2022, intitulée « Les jeunes Français et la lecture », a d'ailleurs permis de montrer que même si un tiers des jeunes affirmait avoir lu davantage pendant le confinement, ce dernier a grandement profité aux écrans, en particulier pour les 20 à 25 ans, étudiants ou dans la vie active qui devaient travailler à distance. À travers les écrans, ce sont aussi des grandes entreprises, comme Netflix ou Facebook, qui ont profité. Si l'un des freins à la lecture est le manque de temps, en particulier pour les étudiants, comme le soulignent l'EPC et le CNL, ce sont aussi les activités liées à Internet qui la limitent.

Des nouvelles formes de littérature

Il est vrai qu'Internet a eu un impact sur la quantité de livres papiers que nous lisons. Comme

le montre l'enquête du CNL, pour la majorité des jeunes, lorsqu'il est question d'occuper notre temps libre, ce sont la télévision ou le téléphone, et à travers lui les réseaux sociaux, qui l'emportent. Ces derniers sont en particulier la cause d'une baisse de l'attention chez leurs usagers, comme sur TikTok, où les vidéos de plus d'une minute sont souvent considérées comme trop longues, ce qui impacte grandement la pratique de la lecture. Désormais, la moindre notification entraîne une perte d'intérêt pour le livre entre nos mains. Néanmoins, Internet n'a pas eu que des points négatifs. En effet, il a permis l'apparition de nouvelles formes de lecture, dont l'appartenance à la littérature est encore discutée, comme les fanfictions. Pour rappel, les fanfictions sont des récits fictionnels écrits par des adeptes de personnages ou de situations issues de films, de livres, de séries ou de la réalité. Ces dernières années, de nombreuses fanfictions populaires sur Internet ont été publiées en format papier comme la trilogie *Cinquantes nuances* d'E.L. James, inspirée de l'univers de *Twilight*, ou la série de livres *After* d'Anna Todd, dont le physique du personnage principal est inspiré du chanteur Harry Styles. Ces deux exemples sont les plus connus, mais il en existe de nombreux autres qui montrent qu'avec l'arrivée d'Internet et de la technologie, le genre de la fanfiction prend davantage de place sur la scène littéraire.

Les récits sont à la fois plus accessibles - notamment en raison de leur gratuité - mais aussi parce qu'ils se trouvent sur nos téléphones sur des applications

« Si l'un des freins à la lecture est le manque de temps, en particulier pour les étudiants, comme le soulignent l'EPC et le CNL, ce sont aussi les activités liées à Internet qui la limitent »

comme Wattpad ou sur des sites tels que *Fanfiction.net* ou *Archive of Our Own*. Ils offrent aussi une visibilité à un grand nombre de petits écrivains ainsi qu'un accès simplifié à des histoires qui correspondent à nos goûts, dans lesquelles nous pouvons retrouver des célébrités ou des personnages fictifs que nous apprécions. Si Internet a contribué à l'apparition de ce nouveau type d'écriture, il a aussi permis de promouvoir la littérature dite plus « classique ». En effet, les réseaux sociaux regroupent

« Une très grande majorité des jeunes aiment toujours lire puisque le CNL dévoile qu'en 2021, 84% d'entre eux aiment ou adorent la lecture »

une véritable communauté de lecteurs qui échangent et se conseillent entre eux à travers des comptes Instagram, TikTok ou encore Youtube. Cette pratique s'est accélérée pendant le confinement et, désormais, il n'est pas rare de croiser un rayon « phénomènes TikTok » dans les librairies. D'ailleurs, l'enquête du CNL précise qu'Internet est

un véritable critère d'influence chez les étudiants français, puisque 46% d'entre eux révèlent avoir une préférence pour un livre après en avoir entendu parlé sur la toile numérique.

Enfin, l'engouement récent pour les bandes dessinées et les mangas est souligné dans de nombreuses études, notamment celle du CNL. Ces derniers l'emportent sur tous les autres genres, étant les livres les plus lus à 73% chez les 7-19 ans et 47% chez les 20-25 ans, même si pour cette dernière tranche d'âge, le roman arrive toujours bien en tête. Ils deviennent des genres phares de la littérature jeunesse, mais sont régulièrement peu et mal considérés par les générations plus âgées, qui refusent de les faire entrer dans la définition de littérature et estiment que les jeunes ne lisent pas réellement à travers ces genres-là.

Ainsi, s'il existe bel et bien une baisse du nombre de jeunes lecteurs ces dernières années, en particulier en raison de l'apparition d'autres manières d'occuper son temps libre comme les jeux vidéo ou les séries, on peut difficilement s'en alarmer. Une très grande majorité des jeunes aiment toujours lire puisque le CNL dévoile qu'en 2021, 84% d'entre eux aiment ou adorent la lecture, ce chiffre étant même en augmentation chez les 7 à 19 ans depuis la précédente enquête en 2016 où il était à 77%, ce qui

pourrait s'expliquer par l'apparition de formes nouvelles et diversifiées de littérature. Et si les jeunes lisent moins de livres papiers, cela ne signifie pas qu'ils ne lisent plus. Internet et les réseaux sociaux, généralement désignés comme les principaux responsables de cette baisse, sont aussi des vecteurs d'échanges et de découvertes littéraires. ☺

POV: Tu rejoins l'armée

Les nouveaux outils de recrutement militaire sur les réseaux sociaux.

Alors que je me perdais dans les contenus médiatiques d'Instagram comme de nombreux jeunes français de mon âge, une vidéo en format « réels » des comptes de l'Armée de terre française, @armee2terre et @armeede-terrerecrute, m'interpelle. On y voit la caméra qui s'adresse à un soldat en lui posant la question suivante : « Combien te coûte ton loyer par mois ? » Ce format est actuellement populaire sur certains réseaux sociaux dont TikTok, Instagram et Youtube : Des créateurs de contenu interrompent des passants dans la rue et leur demandent le prix de leur loyer avant de visiter leur appartement. Cette tendance permet parfois de dénoncer les prix exorbitants des appartements dans les grandes villes comme New York ou Paris, et d'autre part, de mettre en avant des foyers hors du commun, des « pépites » de l'immobilier urbain.

Dans la vidéo produite par l'Armée de terre, le soldat interpellé répond qu'il ne paie pas de loyer. Outrée, je partage immédiatement cette vidéo avec un ami : « Tu te rends compte de ce qu'il se passe ? L'armée est en train d'utiliser la crise des logements, la hausse générale des prix des loyers, et l'inflation pour promouvoir l'engagement et le recrutement au sein de son effectif ! » J'ai alors décidé d'inspecter davantage le compte Instagram de l'Armée de terre pour voir comment l'armée française emploie les tendances médiatiques pour recruter une nouvelle génération de soldats.

Recruter sur Instagram

Pour attirer les adolescents et les jeunes adultes, les équipes de recrutement de l'armée se sont installées sur diverses plateformes et réseaux sociaux comme Twitter, Snapchat, Instagram et TikTok. Ce n'est pas nouveau : depuis plusieurs années, les institutions gouvernementales se sont créées un espace dans les écrans des jeunes. L'Armée de terre utilise les tendances populaires et les intérêts des jeunes pour glorifier et rendre attractives les carrières militaires. Par exemple, elle reprend les paroles d'une chanson de rap – « je suis trop polyvalent » – et montre des images d'un soldat qui s'entraîne la journée et cuisine pour l'armée le soir. Aussi, pour promouvoir les avantages des carrières au sein de l'armée, les responsables du compte



Instagram ont montré des équipements de musculation et des salles de sport gratuites, en sachant que la musculation est récemment devenue un centre d'intérêt majeur des lycéens et étudiants, qui ont glorifié la culture du « gymrat » (l'addict à la musculation).

Le problème avec ce type de publicité, c'est qu'elle est mensongère. L'armée veut mettre de l'avant les avantages de l'en-

temps, le président a rendu obligatoire la participation à la Journée défense et citoyenneté (JDC), précédemment appelée Journée d'appel de préparation à la défense (JAPD), pour l'obtention du diplôme du baccalauréat. De plus, tout Français de plus de 25 ans doit avoir complété sa JDC pour se présenter aux concours et examens d'État : partiels d'université, concours de la fonction publique, examen du permis de conduire, etc.

« L'armée veut mettre de l'avant les avantages de l'engagement en effaçant le cœur de l'activité militaire : la violence »

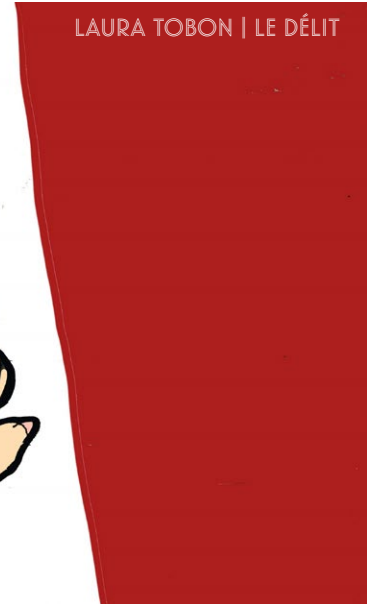
gagement en effaçant le cœur de l'activité militaire : la violence. L'armée, ce n'est pas pouvoir cuisiner pour ses camarades ou avoir accès à de l'équipement gratuit : le soldat s'engage pour défendre le territoire national par la force. Il se soumet aux souhaits de ses hiérarchiques militaires, eux-mêmes suivant les ordres du chef des armées, le président. Les soldats se doivent de respecter tous les ordres reçus, même au prix de leurs vies. Les nouvelles campagnes de recrutement omettent cet élément crucial. Si nous croyons les publicités, aujourd'hui, être soldat s'apparenterait plus à une colonie de vacances qu'à un sacrifice patriotique.

Nouveau programme au lycée : Patriotisme, Discipline et Armée

En réalité, cette croissance des campagnes de recrutement militaire ne passe pas uniquement par les réseaux sociaux. Les mandats d'Emmanuel Macron ont progressivement remis à l'honneur les carrières dans l'armée. Dans un premier

Tous les adolescents de 16 ans sont appelés à être recensés auprès de leur mairie, puis sont convoqués à passer une journée avec des militaires. Ces derniers leur présentent les valeurs défendues par les différents corps de l'armée et les carrières militaires possibles. L'objectif de cette présentation est de sensibiliser les jeunes encore en orientation aux divers métiers possibles dans l'armée : de soldat à ingénieur, de pilote à médecin, d'archiviste à cantinier. « Il existe l'équivalent de toutes les carrières civiles dans l'armée », me promettait le gendarme lors de ma JDC en 2020.

Dans un second temps, les participants de la JDC sont soumis à une évaluation du niveau de littérature et de numératie. Des mots défilent sur un projecteur et les adolescents, munis d'une télécommande connectée, doivent confirmer si le mot existe. Puis, ils répondent à des suites d'additions et de soustractions. Le gendarme nous affirme que cette courte évaluation permet au ministère de l'Éducation de publier des



LAURA TOBON | LE DÉLIT

statistiques sur le succès du cursus académique. Néanmoins, à la fin du test, les participants ayant obtenu des scores trop bas sont invités à discuter avec des responsables du recrutement. Ces derniers leur proposent de rejoindre l'armée, promettant un épanouissement plus certain que dans le système scolaire.

Pour résumer, la JDC a deux objectifs : glorifier les métiers de l'armée et recruter, sur-le-champ, les élèves qui réussissent le moins dans le système scolaire. Le gouvernement choisit un âge très stratégique : 16 ans, moment où les jeunes adolescents sont troublés dans leur orientation. À 16 ans, un lycéen peut décider de défendre et protéger la République par les armes alors que cette dernière ne le considère même pas comme un citoyen français. À 16 ans, un lycéen est encore exclu du système républicain démocratique et pourtant, il a le droit de lui sacrifier sa vie.

« Macron a annoncé il y a quelques semaines que ce programme deviendrait progressivement obligatoire pour tous les lycéens français »

La JDC n'est pas le seul programme de recrutement militaire et de sensibilisation au patriotisme imposé aux jeunes élèves du lycée. En 2019, le Service national universel (SNU) a été mis en place en France, par le premier ministre du président Macron, Edouard Philippe, visant à offrir à tous les jeunes de 15 à 17 ans une expérience de vie en communauté, de responsabilité civique et d'engagement volontaire. Ce service civique permettrait

aux jeunes de se sentir utiles, de contribuer à la société et de développer leurs compétences et leurs talents. Le programme se déroule en deux phases : une première de cohésion de deux semaines en internat, où les jeunes vivent ensemble et participent à des activités variées (sport, culture, citoyenneté, etc.) et une phase d'engagement de deux semaines où les jeunes choisissent un projet dans lequel ils souhaitent s'investir (associatif, humanitaire, culturel, etc.). Il n'est pas dirigé par le ministère de l'Intérieur mais bien par le ministère de l'Éducation nationale. Même s'il semblerait au premier coup d'œil que le SNU ne fasse pas partie d'un programme plus large de militarisation nationale, il est clair que l'objectif de ce programme est de créer une cohésion de groupe sous la bannière du drapeau français. N'oublions pas que les adolescents volontaires au SNU doivent chanter la Marseillaise régulièrement, porter des uniformes, et respecter un emploi du temps strict : une routine qui participe à la glorification de la défense de la patrie, sans aucun esprit critique. Macron a annoncé il y a quelques semaines que ce programme deviendrait progressivement obligatoire pour tous les lycéens français.

Il ne faut pas rester aveugle aux techniques subtiles de recrutement et de patriotisme promues par l'armée et l'éducation nationale. Les poussées militaristes favorisent les déclenchements de guerres. Investir dans l'armée, c'est nourrir la guerre, car oui, la finalité principale des forces armées, c'est

de combattre contre d'autres forces armées. Ma petite sœur de 16 ans a été convoquée pour effectuer sa JDC le 31 juillet 2024, au 110ème anniversaire de l'assassinat de Jean Jaurès. Face à l'élan nationaliste et militariste, nous devons organiser une riposte pacifiste. ☹

AGATHE NOLLA
Éditrice Culture

Quand féminisme et handicaps s'entremêlent

Portrait : le féminisme intersectionnel est un prisme d'analyse.

MARIE PRINCE

Éditrice Au féminin

Martine Biron, ministre de la Condition féminine, et son parti, la Coalition Avenir Québec (CAQ), n'ont pas soutenu la motion proposée par la députée solidaire Ruba Ghazal en vue de la journée internationale des droits des femmes du 8 mars. Le parti ne serait pas en accord avec la vision intersectionnelle du féminisme mentionnée dans la motion de la députée de Québec Solidaire. Martine Biron a ainsi bloqué la possibilité pour l'Assemblée Nationale de débattre d'une motion qui visait à « défendre les droits de toutes les femmes au Québec ». Je n'invente rien, le cabinet de Mme Biron a soumis au journal *Le Devoir* une déclaration affirmant « ce n'est pas notre vision du féminisme », sans apporter plus de détails. Des désaccords, dans le féminisme, il en existe beaucoup, et ceux-ci nourrissent un débat nécessaire à la progression de cette lutte sociale. Mais peut-on vraiment être en désaccord avec le féminisme intersectionnel? N'est-ce pas, plus qu'une opinion, une analyse de la façon dont les identités s'entremêlent inévitablement? La CAQ est possiblement en désaccord avec ce que l'intersectionnalité implique : aider plus intensivement les groupes les plus marginalisés et s'affranchir du féminisme blanc. Pourtant, la CAQ se doit forcément de soutenir le féminisme intersectionnel, car, comme nous allons le voir, celui-ci explique des réalités sur lesquelles le parti ne peut fermer les yeux.

Parler d'elles

Cet été, après un stage avec l'Association féministe Choisir la cause des femmes, je me suis intéressée au sujet du féminisme intersectionnel comme prisme d'analyse des discriminations fortes subies par les femmes vivant avec un handicap dans le monde. Je trouvais que dans ce cas particulièrement, l'importance de considérer la notion d'intersectionnalité se manifestait. L'application de cette « vision du féminisme », comme désignée par le cabinet de Mme Biron, au cas des femmes vivant avec un handicap, est une preuve que la considération de l'intersectionnalité ne peut relever de l'opinion.

La notion d'intersectionnalité fut introduite pour la première fois par la militante et avocate Kimberlé Crenshaw, dans son article renommé *Démarginaliser l'intersection de la race et du genre : Une critique féministe noire de la doctrine de l'antidiscrimination (tdlr)*. Cette notion est ainsi indissociable de son contexte politique. Elle apparut

en opposition à la vision répandue et écrasante d'un féminisme blanc dont certaines racines étaient celles du colonialisme. Crenshaw a forgé un féminisme plus réaliste, plus moderne, et surtout plus révolutionnaire, qui luttait pour toutes les femmes, en prenant en compte leurs identités singulières. Il y a

développementales caractérisée par la conviction que ces individus doivent être réparés ou ne peuvent pas fonctionner comme des membres à part entière de la société ». Pour les femmes vivant avec un handicap, les discriminations qui en résultent s'associent aux discriminations sexistes, amplifiant leurs effets

menée en 1991 à Toronto par le Réseau des Femmes Handicapées, a révélé que 70% des femmes vivant avec une large variété d'handicaps ont fait l'expérience d'un abus sexuel au moins une fois dans leur vie. Cette population fait face à deux enjeux, qui rendent plus difficile la sortie des cycles de violence : la

L'éducation sexuelle, souvent inadaptée et peu répandue, est d'autant plus rarement accessible aux femmes vivant avec un handicap. Plusieurs études suggèrent que le manque d'éducation sexuelle adapté pour les femmes vivant avec un handicap est l'une des raisons pour lesquelles elles considèrent souvent leurs abus comme « normaux », en particulier dans des contextes de violence entre partenaires intimes.

De nombreuses questions autour de la notion de consentement se posent. Les femmes physiquement immobilisées doivent pouvoir poser les limites de leur consentement, pour l'hygiène intime par exemple. Les femmes vivant avec un handicap mental doivent avoir la possibilité de saisir et de communiquer les subtilités du consentement, pour limiter les abus. Le consentement dans le cadre de la vie avec un handicap prend en effet un autre sens, une importance différente et renforcée. Les femmes vivant avec un handicap entrent souvent dans des relations de dépendance avec ceux qui les aident au quotidien. Il est alors plus difficile pour elles de reporter les abus. Une étude faite en Andalousie en 2018 avait recueilli des témoignages de femmes victimes de violence conjugale, qui expliquaient comment leurs conjoints utilisaient leur handicap pour les soumettre à leur volonté ou les menacer. Par exemple, une femme malvoyante décrivait comment son partenaire lui prenait ses lunettes pour qu'elle ne puisse pas quitter la maison. Finalement, la société patriarcale a souvent tendance à valider l'existence des femmes par le jugement de leur physique et de leur bienséance. Il est alors plus difficile pour les femmes de se faire valoir lorsqu'elles ne rentrent pas dans les codes misogynes de « la femme ». « La femme », cette femme imaginaire, qui n'existe dans aucune galaxie.

La Femme

Oui, il n'y a pas de féminisme sans intersectionnalité, parce que « la femme » n'existe pas. Vous verrez qu'aucun corps, aucun esprit ne peut s'adapter aux carcans écrasants et oppressants des définitions qui furent données à « la femme » à travers les millénaires, les cultures, les religions, les politiques ou les arts. Nous partageons une histoire, une expérience de la vie, alors il faut nous serrer les coudes. Pour cela, à long terme, seule l'écoute comptera. ☹



de l'intersectionnalité dans le féminisme parce que notre identité est multiple. En quelque sorte, nous cumulons des « couches » d'identités qui compliquent ou facilitent notre rapport aux autres en société. Les stéréotypes misogynes et capacitistes ont tendance à s'entrecroiser. La fiction misogyne populaire a fantasmé les femmes vivant avec un handicap comme des victimes parfaites. Du côté du cinéma, les films *Kill Bill* de Quentin

d'une façon surprenante. Cela s'explique en partie par le fait que les femmes sont déjà biologiquement considérées comme des humains « handicapés », à qui il manquerait quelque chose. Simone de Beauvoir dans *Le Deuxième Sexe*, explique qu'il leur manque le phallus, ce membre tout puissant qui les a privées à travers les siècles et les cultures de la force et de l'honneur nécessaires à l'acquisition de droits fondamentaux et d'une dignité. Les

dépendance à un autre humain qui a tendance à s'installer contre le gré des personnes concernées, et le manque d'information et d'éducation adaptées. Par exemple, les chercheurs du Centre national de ressources en ligne sur la violence à l'égard des femmes ont démontré que les femmes souffrant de déficiences intellectuelles courent un risque particulièrement élevé d'être victimes de violences sexuelles. Elles sont perçues comme des personnes qui ne dénonceraient pas leurs agresseurs ou qui ne seraient pas crues même si elles le faisaient.

Éducation

Les femmes doivent encore se battre dans de nombreux pays pour avoir le droit de s'asseoir dans une salle de classe. De la même façon, les personnes handicapées sont majoritairement exclues des systèmes d'éducation traditionnels. Selon *Femmes vivant avec un handicap International*, (*Women Enabled International*), 90% des enfants vivant avec un handicap dans les pays en développement ne vont pas à l'école. Les femmes vivant avec un handicap ne reçoivent pas les enseignements nécessaires pour pouvoir s'émanciper, que ce soit économiquement ou socialement.

« Crenshaw a forgé un féminisme plus réaliste, plus moderne, et surtout plus révolutionnaire, qui luttait pour toutes les femmes, en prenant en compte leurs identités singulières »

Tarantino ou *Parle avec elle* de Pedro Almodovar représentent des femmes immobilisées par un handicap à la merci d'agresseurs pour qui l'occasion semble rêvée. Dans son article « *Aborder le classisme, le capacitisme et l'hétérosexisme dans la formation des conseillers* » datant de 2008, Laura Smith explique que le capacitisme, un mot utilisé depuis moins de 30 ans, est « une forme de discrimination ou de préjugés à l'égard d'individus présentant des déficiences physiques, mentales ou

femmes et les personnes vivant avec un handicap se retrouvent bien souvent infantilisées.

Hypersexualisées ou déssexualisées

Les femmes vivant avec un handicap sont plus victimes de violences sexuelles, de violences conjugales et d'abus en tout genre, de la part de leur entourage, mais aussi du personnel soignant qui les aide au quotidien. Une étude

La Mode et le plus-size : meilleurs ennemis?

Opinion : Chanel, Dior, Gucci... Ces marques hypocrites face au mouvement du *body positivisme*

LÉOPOLDINE CAMMAS
Contributrice

Naissance d'une
élite corporelle

Le mouvement de la « *Body Positivity* », largement popularisé en 2019 avec le confinement, naît d'un ras-le-bol général des standards de beauté intransigeants, plaçant le corps blanc et mince dans une bulle d'admiration et de fétichisme. Son but est donc de mettre en garde contre les risques liés à la représentation des corps dans les médias de masse qui encouragent minceur et perte de poids. Mais d'où vient ce culte de l'uniformité? « Dans la Haute Couture, les premiers mannequins vivants

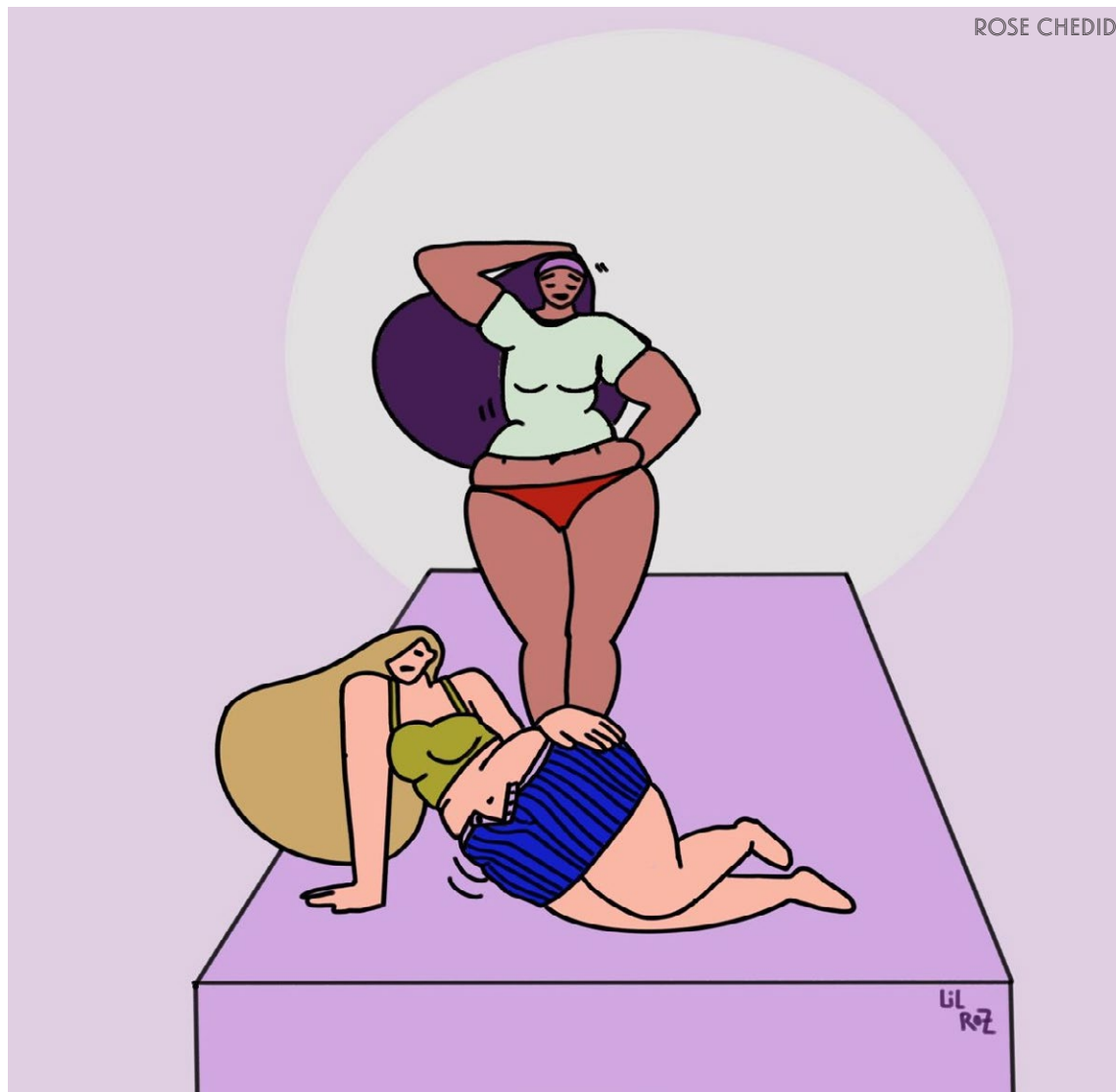
« La minceur signale aux autres que l'on contrôle sa vie et son corps. Elle implique une discipline de soi »

David Le Breton

étaient appelés des « sosies » car il fallait que les clientes s'imaginent elles-mêmes dans les vêtements », explique le maître de conférences de SciencesPo Paris sur le luxe et la mode, Serge Carreira. Étant tenus de refléter la clientèle très homogène de l'époque, les modèles étaient donc minces et blancs, condamnant dès lors une vision excluante et monolithique de la féminité. Ajoutez à cela, l'expansion de la pratique du sport en ligne avec la vague hygiéniste du XX^{ème} siècle qui contribue fastueusement à la consolidation de cette idée du corps sculpté et élancé. « La minceur signale aux autres que l'on contrôle sa vie et son corps. Elle implique une discipline de soi » écrit le professeur David Le Breton, spécialiste des représentations et des mises en jeu du corps humain. C'est ainsi que dans la société s'inscrit l'idée selon laquelle être fin est associé à l'équilibre et la tenacité, là où être gros est synonyme de négligence et paresse. L'avènement de la « *Body Positivity* » est-il parvenu à réellement bouleverser les normes?

Le monde et la mode

L'histoire a montré que l'évolution des codes corporels va de paire avec les avancées économiques, sociétales et politiques du monde, créant un besoin de variété à l'heure où la clientèle commence à se diversifier. Du développement du marché du luxe en Asie, par exemple, a résulté une augmentation de la représenta-



ROSE CHEDID

Body positivisme : tendance ou révolution?

Après observation, force est d'admettre que le terme « mouvement » utilisé pour définir la nature du hashtag controversé n'est pas choisi par hasard. Il suffit de comparer la diversité présente sur les podiums de la Fashion Week printemps-été 2019 avec celle de l'automne-hiver 2022 pour observer un déclin frappant de l'inclusivité. Après avoir mis l'accent sur l'acceptation des corps stigmatisés, c'est le grand retour de l'esthétique « Y2K » des années 2000, une époque où le body shaming et les troubles des conduites alimentaires étaient banalisés. Ainsi, les jeans taille basse, les crop tops et les micro-jupes réapparues ne se sont pas privés de ramener avec eux d'autres traits saillants en vogue il y a 20 ans : silhouettes ultra minces et ventres plats. Plus qu'un simple mouvement, on assiste à une re-glamourisation de la maigre, cette fois par le recours aux drogues, avec la mode de « l'heroine chic » dont Kate Moss était devenue la précurseuse malgré elle. Même Kim Kardashian, queen du « slim thick » et du « BBL » (Brazilian Butt Lift) est apparue au Met Gala 2022 avec sept kilos en moins pour parvenir à rentrer dans la robe historique de Marilyn Monroe. A-t-elle, elle aussi, succombé à ce culte de la minceur? Tout cela nous laisse penser que le Body Positivisme n'était donc pas une révolution permanente et que la « diet culture » n'avait, en réalité jamais disparu, mais

tion de mannequins asiatiques. De la même façon, l'élection de Barack Obama a permis, sous les aspirations de Franca Sozzani la rédactrice en chef de Vogue Italie, que l'entièreté d'un numéro américain soit consacré à la beauté noire. Aujourd'hui, des femmes comme Nyakim Gatwech, égérie de nombreuses marques de mode et de cosmétiques, sont parvenues à faire valoir la peau noire comme gage de beauté. Depuis quelques années, l'apologie de la peau blanche est déstandardisée, et les couleurs de peau

ble par une plus grande pluralité d'individus que les marques de prêt-à-porter de luxe ne pouvaient plus ignorer, la plupart étant contraintes d'adhérer au mouvement #bodypositive contre leur gré. Malgré ces revendications inclusives, les marques comme Asos ou *Missguided* se sont révélées être finalement les seules à afficher cellulite et vergetures, les grandes industries comme Fenty ou Gucci ne dévoilant que des profils atypiques de visages aux traits timidement marqués par des rides ou des cicatrices. La

autour d'une taille 40, loin de véritablement représenter les femmes aux formes généreuses. L'hypocrisie des

« Cette idée qui nous ramène à la case départ, la case de l'existence d'une élite corporelle, est effrayante mais ne cesse de s'avérer vraie »

« Véritable résolution ou simple besoin de validation, c'est la question que je me suis posée en découvrant que tout ce bruit avait été fait autour d'une taille 40 »

plus foncées sont maintenant globalement exposées et admirées dans le milieu de la mode, au point de devenir l'objet d'une idolâtrie signée Jean Paul Gaultier ou Yves Saint Laurent. Néanmoins, la diversification des morphologies, elle, rencontre plus de difficultés.

Mensonge

L'essor des réseaux sociaux a rendu la mode directement visi-

bilité à l'intégration de corps gros se retrouve également dans les défilés. Je pense notamment au défilé Chanel post-Lagerfeld automne-hiver 2020-2021 où la mannequin « plus-size » Jill Kortleve avait fait sensation, la marque se vantant de son insertion dans la tendance. Véritable résolution ou simple besoin de validation, c'est la question que je me suis posée en découvrant que tout ce bruit avait été fait

grandes industries de la mode se retrouve dans la distinction faite entre la diversité de façade qui joue sur l'image en s'autoproclamant #bodypositive, et les vrais efforts d'inclusion, rarement retrouvés dans les *e-shops*, et encore moins dans les boutiques physiques. Il est vrai que les marques telles que Louis Vuitton, Dior ou encore Balenciaga proposent rarement des tailles dépassant le 42 tandis que 40% des femmes font une taille supérieure ou égale à un 44. Ces données empiriques couplées à des propos tels que « le mannequin vivant, c'est une femme qui doit être plus femme que les femmes » (signé Paul Poiret, couturier et parfumeur) nous invitent à remettre en question le vrai message que ces grandes marques font passer sur l'acceptation de soi.

s'était seulement dissimulée derrière d'autres esthétiques temporaires. Cela a d'ailleurs visiblement bien arrangé les marques de prêt-à-porter de luxe qui n'ont pas hésité à renier leurs résolutions aussitôt que le mouvement à commencé à s'estomper.

Un retour à la case départ?

C'est à se demander si les efforts fournis en vain pour accepter tous les corps ne renforceraient pas l'idée selon laquelle la peau blanche et la minceur restent la seule norme culturelle souhaitable qui attire inexorablement notre société. Cette idée qui nous ramène à la case départ, la case de l'existence d'une élite corporelle, est effrayante mais ne cesse de s'avérer vraie. Après tout, un standard reste et demeure un standard, il inspire la mode parce que validé par la masse, pour le meilleur mais surtout pour le pire. ☹

Rap, horreur, métal et expériences

Backxwash utilise la musique expérimentale à des fins sociales.

GRACE BROWN
Conditrice

Asanti Mutinta, autrement connue sous son nom de scène Backxwash, est une artiste qui redéfinit le genre heavy sur la scène musicale contemporaine. Son parcours hors du commun a retenu mon attention et a suscité mon admiration. Originaire de Zambie, Backxwash a commencé en tant qu'artiste en produisant des *beats* avec le logiciel FL Studio, avant d'aller en Colombie-Britannique pour étudier l'informatique. Après avoir obtenu son diplôme, elle a emménagé ici, à Montréal, où elle a fait son *coming-out* en tant que femme transgenre, puis s'est lancée dans le rap en 2018 avec ses deux premiers EPs, *F.R.E.A.K.S.* et *Black Sailor Moon*. Dans les années suivantes, Backxwash a sorti quatre albums, chacun avançant une association musicale inédite de rap, métal, musique industrielle, rock expérimental gothique, et parfois, pur son de cri d'horreur. Son album *God Has Nothing to Do with This Leave Him Out of It*, sorti en 2020, a été récompensé par le Prix de musique Polaris. Selon moi, son album le plus récent, *His Happiness Shall*

Come First Even Though We Are Suffering, sorti à l'Halloween de l'année passée, est sa meilleure œuvre jusqu'à maintenant, le zénith de ses talents en tant que parolière, productrice et artiste conceptuelle.

Backxwash imagine dans sa musique une vision de musique heavy non limitée par les restrictions de genre, une vision qui peut englober une panoplie de références culturelles. C'est une artiste unique

« Backxwash fait un rugissement infernal de défi face à une société mondiale »

car elle offre un point de vue particulier et rare sur le rôle social de la musique heavy metal. La musique de Backxwash décrit la lutte quotidienne contre les traumatismes profonds que les institutions religieuses infligent trop souvent aux personnes transgenres, une lutte que l'artiste a vécu en grandissant dans un contexte strict, conservateur et chrétien auquel elle fait souvent référence dans son œuvre. Dans le cas de l'artiste, cette lutte contre les traumatismes de transphobie est liée inextricablement à la lutte quotidienne des personnes de la diaspora africaine contre le racisme. Elle

combat ces traumatismes nés du racisme systémique et la transphobie des institutions religieuses dans ses œuvres en créant un personnage de scène satanique, une réponse au contexte chrétien transphobe dans lequel elle a grandi, mais aussi aux méconnaissances coloniales de la spiritualité traditionnelle de ses ancêtres parmi les peuples Tumbuka et Chewa, une spiritualité qu'elle a adoptée pendant le processus de déconstruction des

face à une société mondiale qui mène bien trop souvent à la honte, à la haine de soi et à la mort pour les individus comme l'artiste. J'ai eu la chance le 9 février d'assister à un spectacle récent à la Sala Rossa, ici à Montréal, auquel Backxwash a performé aux côtés de Jodie Jodie Roger et Dreamcrusher, deux autres musicien-ne-s expérimental-e-s queer noir-e-s. Pendant ce spectacle, j'ai eu le sentiment inexplicable d'assister sous mes yeux à un épisode dans la construction de l'avenir musical. Pendant sa prestation Backxwash a

montré entre autres des vidéoclips des révolutionnaires noir-e-s Malik el-Shabazz et Angela Davis, un rappel puissant de la lignée politique et artistique des siècles de rêves et résistances radicaux des personnes noires à travers la diaspora mondiale qui a nourri les conditions de possibilités pour cet avenir musical réimaginé. En tant que musicien-ne trans montréalais-e moi-même, je vois comme une énorme bénédiction le fait de pouvoir être témoin de l'ascension artistique merveilleuse de ce personnage au talent unique. ☉

LAURA TOBON | LE DÉLIT



DANSE

AGATHE NOLLA
Éditrice Culture

Du 9 au 11 mars dernier, la chorégraphe et danseuse canadienne Margie Gillis s'est produite à l'Agora de la danse pour *OLD*, son seul-en-scène de plus d'une heure. Née en 1953, Gillis célèbre ses 70 ans de vie et ses 50 ans de carrière avec un spectacle physiquement éprouvant. La Fondation de danse Margie Gillis, créée en 1981, a présenté plus de 150 créations de danse dans le monde entier. Margie a été récompensée pour son innovation artistique et ses performances exceptionnelles.

Pendant 110 minutes, Margie Gillis nous invite à une réflexion dansée et chantée sur la découverte de la vieillesse. Pour l'artiste, issue d'une famille d'athlètes, la prouesse physique a toujours été au cœur de son travail et de sa philosophie. Pendant ce spectacle, elle relève avec brio les défis d'un physique fatigué et moins performant auquel elle doit accommoder ses élan chorégraphiques. Le décor est complexe : une grande partie de la scène est

couverte d'objets, qui paraissent anodins, cassés, poussiéreux, rouillés et dysfonctionnels.

Gillis danse avec une chaise dotée uniquement de trois pieds. Plusieurs fois, elle tombe, elle s'irrite, elle déplore le siège cassé avant d'y trouver un équilibre parfait. Elle s'installe sur le bord de la chaise de telle sorte que le poids de son corps remplace le pied manquant : dans cette position, elle développe une chorégraphie impliquant surtout le haut du corps. Ce moment représente les transformations nécessaires pour continuer de s'épanouir corporellement dans le dernier âge. L'entièreté de l'œuvre est rythmée par la projection de dictons et de phrases philosophiques sur l'appréhension de la vieillesse. Ces phrases accompagnent la réflexion et les émotions dansées sous nos yeux.

La vieillesse est le plus grand ennemi des danseurs. En sommes-nous sûrs? Dans cette pièce, Gillis remet en question cette affirmation. Le souffle de création

l'accompagne et la mène dans de nouveaux axes de chorégraphie. La vieillesse est une transformation physique qui demande de revisiter la danse. Il s'agit de créer pour un corps différent : comme un sculpteur ne crée pas

« Gillis refuse que son âge marque la fin de sa carrière »

les mêmes sculptures avec du cuivre qu'avec de la terre cuite, un danseur n'exécute pas les mêmes mouvements à 18 qu'à 69 ans.

Le grand succès de cette pièce est de captiver l'audience pendant une période de temps considérable avec un seul et unique artiste peu mobile sur scène. Grâce à une musique variée et intéressante, Margie Gillis nous propose une variété d'émotions. Sur la musique *Les Vieux*, du chanteur de variété française Jacques Brel, Gillis imite les manières vieillottes avant de s'en libérer et d'entamer une chorégraphie plus vive. Vers la fin du spectacle, elle

se met à taper du pied et à chanter a cappella le refrain de *Savage Daughter*. À chaque fois qu'elle le répète, elle grimpe sur un objet en hauteur et chante toujours plus fort, au point de crier. Elle fait un crescendo sur le dernier

refrain, lentement, très proche de son audience, au niveau du sol, en employant une voix calme et confiante, sans monter dans les aigus. À travers les répétitions,

elle représente les différents âges de la vie, dont le dernier est paisible, confiant, et plein de sagesse.

OLD est un éloge à la vieillesse. Gillis refuse que son âge marque la fin de sa carrière : d'après elle, il s'agirait plutôt d'une transformation de paramètres. Elle illustre bien les paroles célèbres du peintre français Georges Braques « Avec l'âge, l'art et la vie ne font qu'un. » De son côté, l'Agora de la danse tient sa promesse en mettant en avant des créations contemporaines avant-gardistes et diverses depuis sa création en 1991. ☉



SASHA ONYSHCHENKO

Conflit intérieur d'une eurasienne

Enfant confuse qui se reconforte dans la soupe.

JADE LÊ
Multimédias

Mercredi était mon jour préféré. Je n'avais pas école et mes parents m'emmenaient dans notre restaurant vietnamien favori pour déjeuner. Dès que je pénétrais dans l'établissement, je pouvais sentir les fortes odeurs de cuisine asiatique. Une dizaine de tables alignées, chacune d'entre elles couverte d'une nappe en plastique, signe que la nourriture allait être authentique. La décoration était vieillotte, quelques photos du Vietnam encadrées sur les murs, un grand aquarium au milieu de la pièce. Il y avait un comptoir sur lequel se tenait une petite fontaine, faite de jade, qui m'obsédait. Je me souviens avoir essayé de toucher le courant de l'eau et de m'être faite disputer par le propriétaire du restaurant. Apparemment, c'était pour le *feng shui* de l'espace. Juste en dessous, se trouvait un autel rouge et doré, chargé de fruits et d'encens, des offrandes aux Dieux. On s'asseyait toujours au fond, ma mère et moi sur la banquette, mon père sur une chaise en face de nous. Parmi toutes les fois où j'ai mangé ici, je ne peux me rappeler d'une seule où j'ai commandé quelque chose de différent. Je demandais toujours à la serveuse : « Est-ce que je peux avoir quatre *cha giò* et un bol de *Phô*, sans tripes? *Cam on.* »

Je peux affirmer avec certitude que ce bol de soupe était, et res-

çon d'apprécier ma culture. Cet enchevêtrement dans mon identité avait toujours été un facteur de confusion pour moi. Me regarder dans le miroir et réaliser que je ne ressemblais pas exactement à un seul de mes parents me faisait sentir comme si je n'appartenais à aucune

ce dilemme prendrait fin. Arrivée au lycée, j'ai commencé à davantage considérer mon côté asiatique, tentant de reconnecter avec cette partie de mon identité. Je me suis fait des amis asiatiques, j'ai commencé à cuisiner des plats traditionnels, regarder des animés japonais, et

pression que je ne pouvais pas me considérer comme asiatique. Aussi triste que cela puisse paraître, la seule chose qui me rappelait que je n'étais pas totalement blanche était les micro-agressions racistes. Les gens me répétaient que mes yeux n'étaient pas comme les leurs, et

jour-là, il y avait des restes de *Phô* dans le frigo. « Jade, ton père a écrit qu'il y a du *Phô* dans le frigo. Ça veut dire quoi? » m'a-t-elle demandé avec une prononciation terrible, confuse. « Oh oui, c'est une soupe avec des nouilles, et euh... marron avec des bouts de poulet ». Je faisais du mieux que je pouvais pour décrire ce plat mais, à sept ans, ce n'était pas facile. Après une dizaine de minutes, sa tête toujours dans le frigo cherchant désespérément le Tupperware, elle s'est redressée, me regardant en vain. « J'ai regardé partout mais je trouve vraiment pas... Tu veux pas m'aider? » Enfin, je mis la main sur le contenant en verre qui apparaissait tel un gros bloc de gras, solidifié par le froid, formant une épaisse couche blanche sur le dessus. On ne pouvait distinguer les nouilles ou le poulet, et, je dois l'avouer, ça n'avait pas l'air très appétissant. Je pouvais voir le dégoût dans son regard, jugeant mon plat préféré. Je sais qu'elle n'avait pas de mauvaise intention mais entendre son rire, presque moqueur, m'a donné l'impression que ma culture et mon identité la dégoûtaient. À ce moment précis, je ne réalisais pas à quel point



JADE LÊ | LE DÉLIT

catégorie, ce qui est problématique dans une société où les individus sont constamment catégorisés par leur apparence. En grandissant, j'essayais de plus ressembler à mes amis

écouter des chansons coréennes. Pourtant, je sentais, et je sens toujours parfois, que je joue un rôle. Comme si je n'avais pas le droit d'agir ainsi. J'étais usurpatrice de ma propre culture. Les remarques inconsciemment offensives que me faisaient mes amis me donnaient l'impression d'être encore plus différente : « Tu supportes pas bien la nourriture épicée ». « Tes parents ne t'ont jamais forcée à apprendre le Chinois ». « T'as jamais dû jouer du piano ». J'avais l'impression d'être une adolescente blanche avec une obsession artificielle pour la culture asiatique. Dès que je dînais avec mes cousins, ils me demandaient de répéter après eux « *Phô* », accentuant la longue voyelle à la fin. « *Phau* » je disais, échouant malgré ma concentration pour utiliser le bon ton. Des rires. Comme à chaque fois. Et chaque fois qu'ils se moquaient, quelque chose au fond de moi mourait. J'étais rejetée par ma propre famille. En plus, ne pas savoir parler vietnamien me donnait l'im-

pression que je ne pouvais pas me considérer comme asiatique. Aussi triste que cela puisse paraître, la seule chose qui me rappelait que je n'étais pas totalement blanche était les micro-agressions racistes. Les gens me répétaient que mes yeux n'étaient pas comme les leurs, et

« Et chaque fois qu'ils se moquaient, quelque chose au fond de moi mourait »

son attitude m'avait impactée. Mais elle a ouvert une plaie dans mon cœur, que je peine à guérir. Pendant plusieurs semaines après l'incident, je ne pouvais manger de nourriture vietnamienne, me répétant à quel point c'était écoeurant.

Alors que les blancs se moquaient de mes yeux, mon entourage asiatique me disait que je ne faisais pas vraiment partie de leur groupe, je grandissais de plus en plus confuse. Intentionnels ou non, ces commentaires racistes m'aliénaient et alimentaient ma confusion. Ce bol de soupe, aussi ordinaire soit-il, a toujours su me reconforter. D'une certaine façon, il me rassurait sur mon identité, comme si chaque bouchée me chuchotait « Ne t'en fais pas, je t'accepte pour qui tu es ». ☹

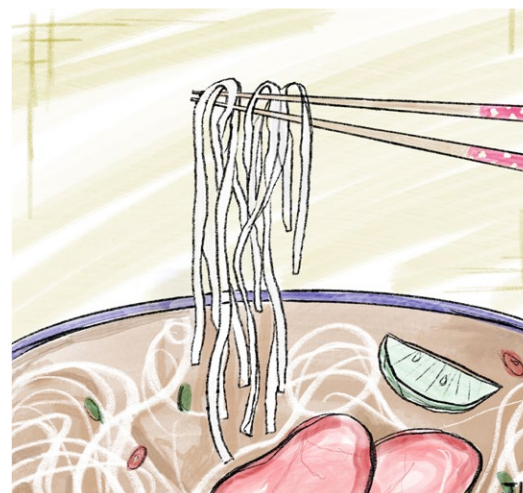
« Me regarder dans le miroir et réaliser que je ne ressemblais pas exactement à un seul de mes parents me faisait me sentir comme si je n'appartenais à aucune catégorie »

tera, mon plat préféré. Le savoureux bouillon, mélange d'épices, cannelle, gingembre, anis, et autres que je ne peux nommer, dans lequel trempent les tendres nouilles de riz, ainsi que les morceaux de bœuf cru cuisant doucement, fondent sur ma langue en une explosion de saveurs. Pour rendre ce plat encore meilleur, j'y ajoutais des pousses de soja, du citron vert et différentes herbes telles que de la menthe, du basilic et de la coriandre. Ce plat était si reconfortant car il me permettait de me reconnecter à mon héritage vietnamien. Alors que ma mère est blanche, mon père, lui, est asiatique : manger du *Phô* était pour moi une

blancs plutôt que vietnamiens. J'avais envie d'être blonde aux

« J'étais usurpatrice de ma propre culture »

yeux bleus. Pas parce que je me disais qu'être blanche serait mieux, mais parce que ça semblait être plus simple, me donnant l'impression d'une identité plus solide. J'étais constamment en train de me poser des questions, me demandant quelle était ma place, espérant que



JADE LÊ | LE DÉLIT

déjeuner en avance, écrivais des instructions à ma nourrice sur un post-it. Ce

Lida Moser au Canada français

La photo documentation du monde rural québécois des années 1950.

Lida Moser est une photographe américaine née en 1920 et décédée en 2014. Elle a commencé sa carrière à New York dans les années 1940 aux côtés de la photographe de renom Berenice Abbott. Elle a travaillé comme photojournaliste pour des publications comme *Life* et *Look*. Elle s'est orientée vers la photographie de paysages et de voyages, capturant des images étonnantes de l'Europe, de l'Asie et de l'Amérique latine. Parmi ses voyages, elle s'est rendue au Canada français pour y photographier le monde rural en 1949 et en 1950. En 1994, les archives du Québec achètent et conservent son corpus photographique. La semaine dernière, le chercheur Norman Cornett a présenté un film produit en 2017 sur les voyages québécois de Moser. Il a accepté de répondre aux questions du *Délit* sur les secrets de cette artiste méconnue.

Le Délit (LD) : *Est-ce que vous pouvez nous présenter brièvement la figure de Lida Moser et les éléments biographiques majeurs?*

Norman Cornett (NC) : Oui! Elle est née en 1920 à New York, d'une famille russe juive issue de l'immigration. Elle se démarque d'abord par son orientation vers les arts, spécifiquement vers la photographie. Elle était l'assistante d'une des plus grandes photographes américaines de l'époque, Berenice Abbott. Grâce à elle, Moser travaille sur un corpus de Eugène Atget, photographe français remarquable. Abbott, elle-même ancienne assistante du photographe Man Ray, qui a passé de nombreuses années à Paris, agit comme mentor artistique et photographique de Lida Moser. Donc d'emblée, Moser prête l'oreille à la réalité culturelle, esthétique, photographique de la France et des expatriés américains comme Man Ray et Berenice Abbott. Moser était francophile sans parler un seul

mot de français. Et c'est ce regard francophile qui l'a sûrement attirée vers le Canada français en 1950. Un deuxième élément important dans la vie et l'art de Lida Moser, c'est la spiritualité. Moi, ma spécialité, c'est le rapport entre religion, culture et politique : les relations entre l'esthétique et la spiritualité m'importent énormément. Dans le corpus, que Moser avait réalisé en 1950, de voyages consacrés à ce qu'on appelait à l'époque le Canada français – on ne parlait pas du Québec en 1950 : le Québec, les Québécois, les Québécoises, c'est un phénomène de la Révolution tranquille des années 1960 – il y a une réelle quête spirituelle.

LD : *Qu'est-ce qui la motive à entreprendre ses deux voyages photographiques dans les régions rurales du Canada francophone?*

NC : Pendant la Seconde Guerre mondiale, le Canada français attire l'attention de l'historien américain Hugh Mason Wade, qui publie en 1946 *The French Canadian Outlook*. En fait, Wade a remarqué que les Canadiens francophones s'opposent à la guerre en Europe contre l'Allemagne nazie, et donc il veut creuser et retracer l'histoire de la mentalité des Canadiens francophones. Au Canada français de l'époque, il y avait une autre mentalité : une mentalité qui diffère de l'identité nord-américaine anglo-protestante. Donc Lida Moser, par sa photographie, voulait explorer, tâter le terrain de cette autre mentalité esthétique, spirituelle, voire politique.

Dans les années 1950, il y a une vague culturelle et artistique des *road trips* popularisée par le roman de Jack Kerouac *On the road* (1957). Ce qui est remarquable dans le cas de Lida Moser, c'est que la plupart du temps, ce sont les hommes qui réalisent ces *road trips* : comme



Jack Kerouac ou le photographe suisse Robert Frank. Alors, moi en tant qu'historien, en tant que chercheur, je me pose la question : comment se fait-il que cette femme juive new-yorkaise prend la décision de réaliser un *road trip* dans le Canada français? Il y a d'abord les enjeux de l'altérité parce que, pour les New Yorkais comme elle, le fait qu'à la frontière

n'étaient pas dans les villes, mais en campagne, chez les paysans et paysannes. Moser a peut-être été inspirée par le travail de sa tutrice Berenice Abbott qui, au début du siècle, a photographié toute la transformation urbaine de New York, avant que la ville ne devienne la gigantesque métropole par excellence du monde occidental. Il faut noter que dans le cercle de la *New*

condition humaine. Elle étudie les implications de l'urbanisation massive sur la société et les relations humaines. Comment humaniser le tissu urbain? Dans cette ligne de pensée, quand Lida Moser arrive au Québec à l'été 1950, elle se rend compte que là, les êtres humains sont personnels, individuels. Ils ont une identité. On ne les efface pas dans le tout urbain, cosmopolite, métropolitain. Tout comme Berenice Abbott, elle voulait affirmer qu'il y a une conscience sociale humaine. Et elle le fait souvent en faisant référence aux enfants parce que pour elle, l'enfance, c'est la pierre de touche de la condition humaine.

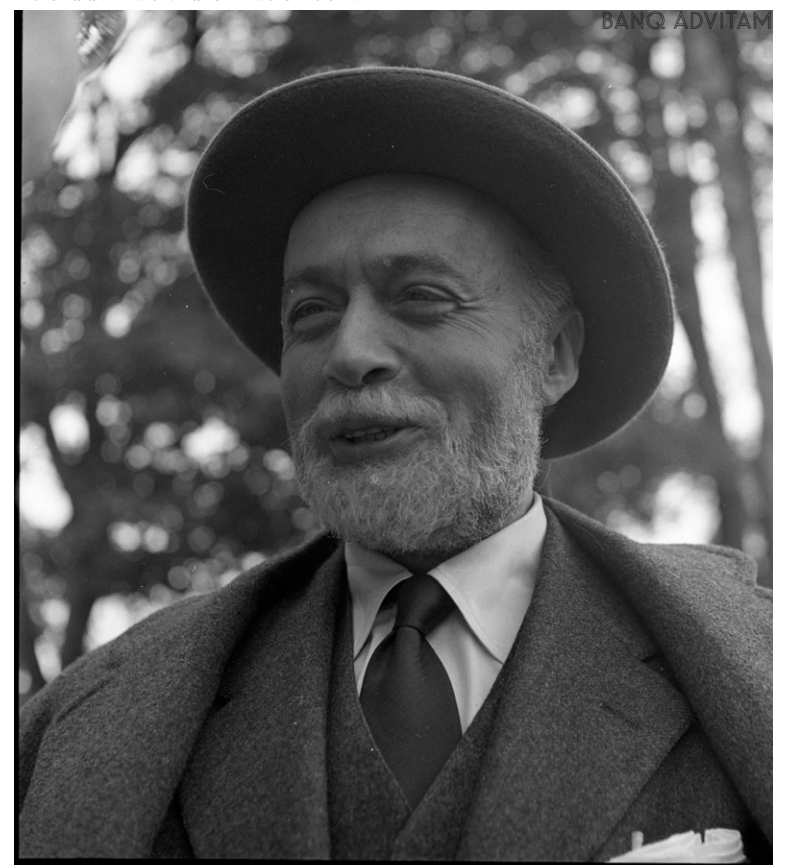
« Lida Moser arrive au Québec l'été 1950, elle se rend compte que là, les êtres humains sont personnels, individuels »

entre New York et ce qu'on appelait le Canada français, il y avait une autre langue et une autre religion, le catholicisme, c'est très intéressant, très intrigant. Dans la religion juive, on ne peut pas tomber dans l'iconographie, dans le visible. C'est contre les dix commandements mosaïques. Donc elle voulait aller là où on parlait français, là où on était catholique, là où on faisait des statues de saints, là où on créait une iconographie ecclésiastique et liturgique, que ce soit le petit Jésus, que ce soit la Vierge Marie. Pour elle, c'était un terrain défendu, mais elle n'acceptait pas que ça demeure défendu.

LD : *Elle traverse le Québec dans les années 1950 après avoir signé un contrat avec Vogue. Elle photographie le Canada francophone juste avant la Révolution tranquille : un Québec entre modernité et tradition, entre monde rural et urbanisation. Pourquoi cette période de transition et de changement est-elle si intéressante pour Lida Moser?*

NC : Pour les chercheurs et chercheuses, l'authenticité des hommes

School of Social Research, Abbott fait face à de nombreuses questions sur la transformation de la





BANQ ADVITAM

LD : *Est-ce que les Américains, très critiques et hostiles à la pensée anticapitaliste dans le climat de la peur rouge, percevaient du communisme ou du socialisme dans la photographie de Moser?*

NC : Pourquoi Lida Moser portait tant d'intérêt aux enfants inconnus, anonymes? Pourquoi portait-elle tant d'intérêt aux paysans, aux fermiers, aux pêcheurs? Parce que le « com-

« Lida Moser est avant tout une femme affranchie, qui ne connaît pas de barrières : elle va s'exprimer coûte que coûte »

mun des mortels » comptait dans sa perspective esthétique. Le travail de Marcel Duchamp, fameux artiste avant-gardiste qui a créé la *Fontaine* en 1917, transforme notre vision du quotidien en nous invitant à de nouvelles perspectives incongrues. Il y a dans cette première moitié

du siècle, ce que moi j'appelle un changement de paradigme esthétique. C'est que la beauté ne se trouve pas seulement dans les Picasso, pas seulement dans les Van Gogh. La beauté se trouve dans les êtres humains communs, ordinaires, justement.

LD : *Est ce que on peut donc rapprocher sa photographie au travail de Dorothee Allen ou de Vivian Maier?*

NC : Oui, c'est la même école! L'école de la Grande Dépression qui dit qu'on peut trouver la beauté dans tous les recoins de la condition humaine, même les plus pauvres, même les plus démunis, même les plus illettrés. Et d'ailleurs, Lida Moser dans ce corpus qui appartient



BANQ ADVITAM

maintenant à la Bibliothèque et Archives nationales du Québec (BANQ) - met en avant, dans la plupart des cas, des gens complètement analphabètes. Mais elle a vu un rayonnement et du potentiel humain dans ces gens sans aucune éducation.

LD : *Comment est-ce que Lida Moser appréhende et prépare ces deux voyages au Canada français, le premier en été 1949 avec Vogue et le second en décembre 1950 pour le magazine Look?*

NC : Alors, vous savez que dans l'art, il y a des gens qui vont privilégier l'aléatoire. On s'est rendu compte que l'aléatoire avait une grande valeur, il permettait de créer dans l'instant, *in situ*, sur le lieu même. Et ça, ça nous renvoie au courant de l'écriture automatique. Moi j'appelle ça l'écriture intuitive. Dans quelle mesure va-t-on valoriser ce qui est intuitif, ce qui est spontané? Lida Moser travaille sur-le-champ, dans l'instant même! Prenons en

Lida Moser réalise ses photos de A à Z et c'est aussi pour cet avantage et ce sentiment d'indépendance qu'elle choisit la photographie. Elle se penchait beaucoup sur le cinéma au début, mais le cinéma implique beaucoup d'autres gens dans le processus et la réalisation créative. Dans la photographie, c'était elle qui était maîtresse du début jusqu'à la fin, y compris en chambre noire. Elle qui est artiste, féministe, elle devient photographe parce qu'elle en était la maîtresse de chaque étape et ne devait se soumettre à aucune autre personne, et surtout pas aux hommes. Il ne faut pas s'étonner de son élan féministe! Elle a passé ses années de formation aux côtés de Berenice Abbott qui avait révolutionné le cercle artistique de New York en s'affichant publiquement comme lesbienne. Lida Moser est avant tout une femme affranchie, qui ne connaît pas de barrières : elle va s'exprimer coûte que coûte.

LD : *Pourquoi la BANQ a-t-elle acheté et conservé, depuis 1994, le corpus pho-*

défis budgétaires, d'acheter l'œuvre photographique relative au Québec de Lida Moser.

LD : *Malgré ses œuvres très marquantes et originales, comment explique-t-on qu'elle soit restée une figure méconnue dans l'histoire de la photographie du vingtième siècle?*

NC : D'abord, c'est une femme solitaire. Donc elle n'a pas bénéficié du soutien à la médiatisation de ses œuvres contrairement à d'autres photographes hommes américains. C'est seulement avec des décennies de recul qu'on se rend compte à quel point Lida Moser faisait partie de la pensée avant-gardiste. Seulement aujourd'hui, certains chercheurs commencent à lui consacrer des thèses. Un autre point majeur, c'est son manque de financement. Il faut savoir que Lida Moser a grandi dans un milieu très modeste alors que la photographie était une activité très coûteuse. Elle assurait le processus créatif du début jusqu'à la fin et elle



compte que dans les années 1950 la musique par excellence aux États-Unis c'est le jazz, qui implique l'improvisation et l'intuition. On crée là sur-le-champ! Donc en fait, la photographie de Lida Moser est peut-être l'équivalent, en termes artistique et esthétique, du jazz. Elle est là. Elle constate. Elle cadre. Tout ça dans l'instant! Pour moi, la clé de la photographie de Lida Moser, c'est l'élan vital inscrit dans l'intuition.

LD : *En quoi Lida Moser peut-elle être considérée comme une photographe pionnière du féminisme?*

NC : Je tiens à souligner la différence entre la production photographique en 1950 et 2023. Faire une photo en 1950, c'est tout un processus épuisant et incertain. Gardons en tête que

graphique de Lida Moser des années 1949 et 1950?

NC : En tant qu'historien et historien de l'art, je vais vous dire que Lida Moser est une documentariste hors-pair. Par ses photos, elle a tout documenté du Canada français d'autrefois. Ce monde d'avant, il n'existe ce grâce à ses photos. Berenice Abbott, quand elle a vu que New York avait commencé une transformation architecturale, s'est dit qu'il fallait tout photographier, sinon les paysages d'avant allaient disparaître pour de bon. Est-ce qu'il y avait cette même urgence dans le raisonnement de Lida Moser? Elle a dû penser que si elle ne photographiait pas le Canada français en 1950, celui qu'elle avait sous les yeux tel quel, il risquait de disparaître. En 1994, la BANQ a demandé, malgré les

assumait également tous les coûts. Toute son œuvre a été à ses dépens. Elle a dû faire de nombreux sacrifices économiques et financiers pour nous livrer sa vision artistique. Et là, tout d'un coup, on découvre ce corpus à couper le souffle : des images idylliques, idéalistes, paradisiaques du Canada français d'autrefois. Elle a su capturer un monde qui ne reviendra jamais.

Vous pouvez retrouver les 3634 photographies du corpus relatif au Québec de Lida Moser à la BANQ, à Montréal, ou bien sur son site internet, Advitam. ☺

AGATHE NOLLA
Éditrice Culture

LOUIS PONCHON
Éditeur Culture

Délier la langue par l'inconscient

Les bienfaits de l'atelier d'écriture automatique.

NOUR DESROUSSEAU
Contributrice

Par curiosité, j'ai décidé de me joindre à un atelier de poésie organisé par le Collectif de poésie francophone de McGill, il y a de cela deux semaines. Je souhaitais trouver un espace où écrire en français et échanger avec d'autres étudiants francophones sur l'écriture depuis longtemps. J'ai eu l'occasion pour la première fois d'accéder au Building 21, au 651 rue Sherbrooke, un espace parfait pour tenter une pareille expérience. Des sièges sont disposés un peu partout dans une pièce chaleureuse. Sous nos yeux, nous pouvons voir un tableau blanc recouvert d'écriture, fruit de recherche des occupants du Building 21. Le Collectif proposait de s'exercer à l'écriture automatique : un exercice que je n'avais jamais tenté, développé par les surréalistes du 20e siècle et perfectionné par l'Oulipo dans les années 1960. Il s'agit de devancer toute tentative de construction de phrases bien faites

et rationnelles, pour laisser libre court à son inconscient et se laisser surprendre par des métaphores peu conventionnelles. De cet exercice émerge un nouveau langage qui déconcerte par sa bizarrerie, mais qui, par sa non-construction, permet une exploration nouvelle de la langue.

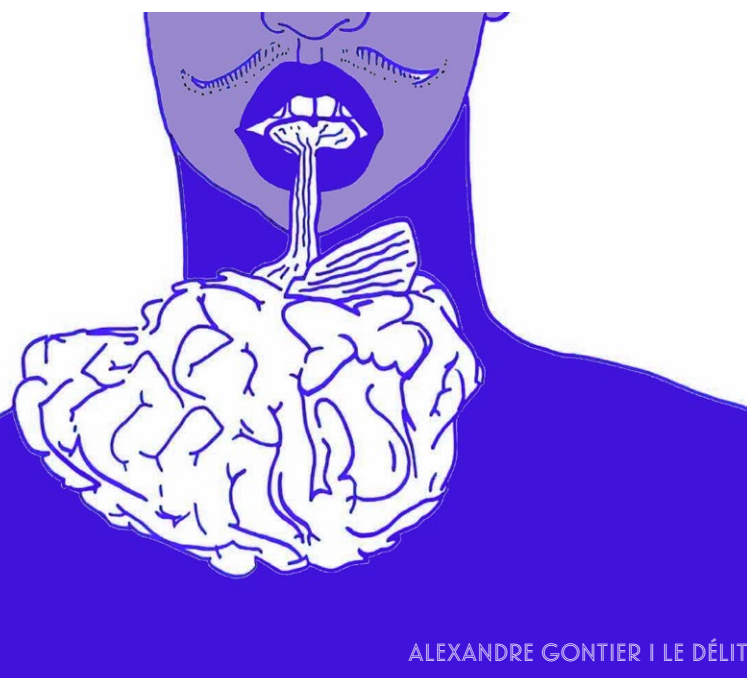
Après plusieurs périodes, de quatre, huit, puis douze minutes, heureusement entrecoupées de pauses, je laisse reposer ma main qui me brûle douloureusement. L'écriture automatique doit être rapide pour être

« De cet exercice émerge un nouveau langage qui déconcerte par sa bizarrerie, mais qui par sa non-construction permet une exploration nouvelle de la langue »

efficace, aux dépens de mon poignet droit. Nous sommes ensuite invités à récolter ce qui nous semble intéressant, à le combiner, le laisser intact, ou

à le remodeler : nous avons le champ libre. Nous échangeons d'abord sur l'exercice lui-même, puis nous partageons nos textes. Surprises, éclats de rire, applaudissements... Rien n'est pareil, tout sonne nouveau à nos oreilles. Des combinaisons surprennent par leur beauté, d'autres par leur humour. « La peau se transforme en roche, Vénus n'a jamais

reçu de fleurs et les écureuils font des siennes. » Ce soir-là, plusieurs crocodiles se sont mêlés à nos poèmes, quelques mentions de viandes variées : jambon, poulet, bifteck bien grillé... L'inconscient nous met l'eau à la bouche. Pour ma part, j'étais fort surprise de voir le nombre de fois où le mot « rire » est apparu dans mon exercice. Ce dernier m'a permis d'entrevoir la liberté du poète et les possibilités infinies dans l'écriture, alors que tout nous semble parfois fait et



ALEXANDRE GONTIER | LE DÉLIT

refait. Je vous laisse désormais mon texte en exemple et vous encourage non seulement à essayer chez vous (vous n'avez besoin que d'une feuille, d'un crayon, et d'un flot inconscient de mots), mais aussi à vous joindre aux prochains ateliers de poésie du Collectif de poésie francophone de McGill ou même d'assister à leur micro-ouvert le mercredi 29 mars!

« Tout à l'heure je t'ai vu ouvrir la bouche et remercier ton dieu de ne

pas t'avoir battu et oublié dans les tréfonds de ta villa. Au bord du précipice, on s'en fout Tu ne saurais pas saisir l'opportunité de trépasser Tu piétinerais d'impatience devant tant de beauté Et réclamerais des fraises Force-toi à bien mâcher sans nausée médicamenteuse Moi je perds mes dents de devant et derrière Et chante comme le géant à l'œil unique et crevé Car Ulysse a fait un beau voyage. » ☹

CONCOURS DE CRÉATION LITTÉRAIRE

Jusqu'au 20 mars à 23h59

Envoyez votre soumission à concoursrefuge@gmail.com

À gagner: 3 cartes-cadeaux d'une librairie de 75\$, 50\$ et 25\$

- Thème: « refuge »
- 400 mots
- Soumission anonyme
- Une seule création par personne



ledélit

Les auteur·ices pourront réciter leur texte lors d'un micro ouvert le mercredi 29 mars au Bar Le Record à 19 heures !